

La Presse

LA PRESSE, MONTRÉAL, LUNDI 8 MAI 1989

S'il y a récession, Bourassa croit que le Québec s'en tirera bien

ANDRÉ PÉPIN

envoyé spécial

La Presse à MANIWAKI

Devant une population très inquiète d'un taux de chômage de 25 p. cent et un triste championnat de suicide, le premier ministre Robert Bourassa a prédit hier que les effets d'une récession seront atténués au Québec par les investissements étrangers, notamment japonais.

«Les Japonais ont investi ici il y a deux ans (Reed Paper) et ils sont suffisamment satisfaits pour envisager d'investir dans la région de Maniwaki», a indiqué le premier ministre.

Il réagissait ainsi aux prévisions pessimistes du Conference Board publiées vendredi. L'organisme, rappelons-le, soutient que le budget Wilson risque de provoquer un récession au cours de 1989.

Soulignant que le Québec a connu une augmentation de 16 p. cent des investissements comparativement à 10 p. cent pour la moyenne canadienne, le premier ministre croit que les investisseurs étrangers se montrent de

plus en plus intéressés à s'installer au Québec.

«Quand je vois les grands investisseurs internationaux intensifier leur présence ici, cela me rend plus optimiste que les commentaires généraux du Conference Board», a dit M. Bourassa, au cours d'une tournée de deux jours dans la région de l'Outaouais, où il vient mousser les candidatures de MM. Robert Lesage dans Hull et Normand MacMillan dans Papineau, deux comtés où se tiendront des élections partielles le 29 mai prochain.

L'impatience

En Haute-Gatineau, à Maniwaki, où le premier ministre a entrepris sa brève tournée, une population impatiente l'attendait pour lui rappeler que cette région demeure l'éternelle oubliée, que la majeure partie des produits de la forêt quitte la région pour être transformée ailleurs.

Profitant du lancement de la semaine de la forêt, la population locale a voulu signifier au premier ministre et au ministre délégué à la Forêt, Albert Côté, qu'elle n'en peut plus d'attendre.

Quelque 800 personnes étaient



Le premier ministre Bourassa n'a pas été en mesure hier d'annoncer un investissement majeur aux citoyens de Maniwaki.

là, au parc municipal, pour exprimer leur indignation. «Faut que ça change! nous voulons être maîtres chez nous! Nous ne voulons plus des records de chômage et de suicide», a dit le porte-parole du groupe, l'enseignant Guy Harvey. «Notre bois ne sortira plus d'ici si rien ne change», a-t-il poursuivi.

Bloquant les routes, les camionneurs étaient sur place, avec leurs bruyants klaxons, pour manifester, comme ils l'avaient faits en 1984.

Le premier ministre n'a rien promis de concret aux gens de Maniwaki, si ce n'est qu'il leur a dit que tous les dossiers de développement régional le préoccupent.

Le mauvais temps ayant empêché l'avion gouvernemental de se poser à Maniwaki, le premier ministre a dû voyager par la route 105, une des plus meurtrières de la province. «J'ai pu constater l'état inquiétant de vos routes. Il est important, pour un chef de gouvernement, de posséder le maximum d'information avant de prendre une décision. Je peux vous dire que je connais maintenant la situation», a dit M. Bourassa, sur un ton blagueur.

Parce que Robert Bourassa, maintenant, cause avec les manifestants, s'approche d'eux, les félicite même de leur détermination.

Mais les gens de la Haute-Gatineau espéraient plus.

Ce qu'ils souhaitent, c'est que le groupe japonais Daishowa (qui a déjà investi dans la région de Québec) annonce bientôt un investissement de \$600 millions pour créer 2000 emplois directs et indirects dans cette région où le bois est tellement transformé ailleurs que les petites scieries locales ont du mal à s'approvisionner.

«C'est trop tôt pour l'affirmer», dit M. Bourassa, même si le ministre Albert Côté dit que la région possède tous les avantages pour attirer une usine de pâte.

Le chemin de fer pour la région nécessite d'importants investissements. Une autre lacune importante, on ne trouve le premier cèpe qu'à 125 km de là, à Hull. Toutes les principales infrastructures ne sont pas en place, reconnaissent les porte-parole locaux qui pressent le gouvernement de les secourir. «Pas d'usine, pas de vote», disaient les pancartes.

Les pays qui ont une loi sur l'affichage veulent contrer les effets d'une autre langue

BERNARD RACINE

de la Presse Canadienne

QUÉBEC

Les États qui possèdent des lois sur l'affichage — 30 pour cent des pays souverains — ont tous adopté ces lois pour se protéger d'une langue qui les menace et jamais pour enlever des droits à la langue majoritaire.

Le fait est souligné par Jacques Leclerc, linguiste et professeur au cégep de Bois de Boulogne, à Montréal, dans une étude sur la langue d'affichage qui lui permet de conclure que, cette question n'intéresse pas seulement les Québécois, mais aussi bien d'autres peuples tels que les Catalans, les Basques, les Flamands, les Wallons et les Allemands du Sud-Tyrol.

Intitulé «La guerre des langues dans l'affichage», le livre contient plus de 400 pages d'informations pertinentes et précises qui serviront à alimenter le débat sur la question au Québec.

L'ouvrage recense la situation linguistique de 77 États souverains et de 181 États non souverains ou États régionaux. Comme il existe environ 180 États souverains dans le monde, l'échantillonnage représente 42 pour cent des pays et 56 pour cent de la population, un échantillonnage fort valable. L'auteur note cependant que deux de ces 77 pays, Porto Rico et le Groenland, ne sont qu'à demi souverains.

«De façon générale, on peut affirmer qu'on réglemente ordinairement un domaine comme celui de l'affichage afin de trouver une solution à un problème de préséance ou de conflit linguistique. Cela ne signifie pas que la non-

intervention soit toujours le reflet d'une absence de conflit linguistique; on doit simplement constater que, pour diverses raisons, l'État n'a pas cru bon d'intervenir par voie législative ou par la Constitution», constate M. Leclerc.

Rares sont les États qui ont légiféré sur la langue d'affichage, façon à toucher à la fois les huit aspects de l'affichage qui sont les inscriptions gouvernementales, la signalisation routière, la toponymie, les noms de rues, les enseignes commerciales, la publicité commerciale, les règlements ponctuels et les consignes relatives à la sécurité.

L'auteur a constaté un certain nombre de tendances dans la réglementation de l'affichage.

D'abord, parmi les États qui ont légiféré sur la langue de l'affichage, seulement trois d'entre eux imposent la langue officielle dans l'affichage commercial sans recourir à l'exclusivité: la principauté d'Andorre avec le catalan, l'Égypte avec l'arabe et le canton du Tessin avec l'italien, souligne M. Leclerc.

Dans d'autres pays, ce sont les municipalités qui obligent les commerces à utiliser la langue officielle, notamment en Israël, en Malaisie, au Maroc et en Tunisie.

«Un cas spécial: celui de la France. La loi française exige, en principe, que toute inscription publique soit obligatoirement rédigée en français. Les enseignes commerciales en langue étrangère ne sont pas interdites en France à la condition qu'elles soient effectivement rédigées en langue étrangère et qu'elles ne concernent pas la sécurité publique ou ne nuisent pas à la protection du consommateur».

«La souveraineté au détail, mais pas encore au gros», dit Parizeau

MARIO FONTAINE

«Le Québécois est prêt, actuellement, à accepter la souveraineté au détail, mais pas encore au gros».

C'est par cette boutade que le président du Parti québécois, Jacques Parizeau, a réagi hier à un sondage indiquant que le OUI l'emporterait chez les francophones du Québec s'il y avait un autre référendum, mais à condition que le Québec demeure une province canadienne et continue d'envoyer des députés à Ottawa.

Selon M. Parizeau, il faut comprendre que chacun suit ses propres étapes, et éviter de se moquer de l'ambiguïté qui surgit inévitablement lorsqu'on accole les mots souveraineté et association. Bien avant le sondage Sorécom, le leader péquiste avait lui-même constaté que les Québécois répondent majoritairement oui lorsqu'on leur demande si Québec doit percevoir leurs impôts, voter les lois qui les concernent et signer des traités en leur nom.

Et pourtant, «les impôts, les lois et les traités, c'est toute la souveraineté», note M. Parizeau. C'est quand on pose la question globalement qu'il y a une sorte de recul, aux alentours de 40 p. cent». Ces «contradictions inouïes» dans les réponses lui font qualifier ces sondages d'intéressants et de bizarres.

Le professeur Parizeau ne semble pas découragé de voir le message souverainiste encore aussi mal compris des électeurs.



Jacques Parizeau

Il en tire comme leçon la nécessité d'expliquer cette démarche de façon la plus limpide possible. Tout cela au moment où, fait-il remarquer, beaucoup de Canadiens anglais développent un phénomène de rejet envers le Québec, disent qu'ils «nous ont assez vus». Il faudrait penser à une séparation à l'amiable, suggère M. Parizeau, qui reconnaît qu'un effort de clarification est nécessaire.

Il a du reste oeuvré en ce sens hier à Joliette, en livrant un long et vigoureux discours à l'assemblée de mise en nomination du député sortant Guy Chevrette. M. Chevrette tentera de garder Joliette sous la bannière péquiste pour un quatrième mandat consécutif.

Chef de l'Opposition à l'Assemblée nationale, M. Chevrette

te explique quant à lui la confusion apparente par le fait que le mot souveraineté a beaucoup été galvaudé, et qu'en voulant la souveraineté tout en conservant leurs députés tant à Ottawa qu'à Québec, bien des électeurs indiquent qu'ils tiennent «à la fois à leur ceinture et à leurs bretelles».

Le PQ mal en point?

La majorité de la députation péquiste, bon nombre de candidats aux prochaines élections et plusieurs membres de l'exécutif national s'étaient déplacés pour participer à l'assemblée de M. Chevrette. Si les élections ont lieu cette année, ce dernier aura pour voisin de comté son propre chef Jacques Parizeau. Celui-ci a en effet l'intention de se présenter dans son ancien comté de l'Assomption, à moins d'un report du scrutin en 1990, auquel cas il tenterait de faire son entrée à l'Assemblée nationale ailleurs, à la faveur d'une élection partielle.

Coincidence, l'actuel député de l'Assomption, le libéral Jean-Guy Gervais, tenait lui aussi son assemblée de mise en nomination hier après-midi, où, tout comme Guy Chevrette, il n'était pas contesté. «Je me sens bien en place, et pas menacé par le Parti québécois même si Jacques Parizeau décide de se présenter dans le comté», assure M. Gervais.

Le PQ n'a pas dévoilé les résultats de sa campagne de financement dans l'Assomption ce qui, à ses yeux, témoigne qu'elle n'a guère été fructueuse.

Le Parti conservateur deviendra majoritaire au Sénat en 1992

GUY TAILLEFER

de la Presse Canadienne

OTTAWA

Les sénateurs libéraux perdront aux mains des conservateurs, d'ici la fin du second mandat du gouvernement Mulroney, la majorité qu'ils détiennent depuis près d'un siècle au Sénat.

Un renversement qui pourrait avoir d'importantes répercussions politiques. L'occasion donnée au premier ministre Brian Mulroney de façonner à son image le Sénat, comme il l'a fait avec la Cour suprême, pourrait refroidir sa promesse de réformer la Chambre haute, une fois que l'Accord du lac Meech aura été ratifié, si tant est qu'il aura été ratifié.

En 1992, M. Mulroney n'aura mis que huit ans à défaire ce que son prédécesseur Pierre Trudeau avait mis 16 ans à consolider. L'actuelle majorité libérale au Sénat remonte à 1901.

Aux élections de 1984, les sénateurs libéraux étaient presque trois fois plus nombreux que les conservateurs. Quatre ans plus tard, la majorité libérale rétrécissait à 20 sièges, les libéraux en détenant 56, les conservateurs, 36. Une situation attribuable aux 17 nominations — toutes conservatrices — effectuées par M. Mulroney pendant son premier mandat.

Douze sénateurs, dont sept sont libéraux, atteindront 75 ans, l'âge obligatoire de la retraite au Sénat, d'ici la tenue des prochaines

élections. A ces sept départs libéraux, qui seront de toute évidence comblés par des conservateurs, s'ajoutent sept autres sièges actuellement vacants.

Si bien qu'au bas mot, il y aura, à l'été 1992, 50 conservateurs et 49 libéraux au Sénat, qui compte 104 sièges au total. Le calcul ne tient toutefois pas compte des cinq sénateurs qui siègent actuellement comme indépendants.

La prédiction ne tient pas compte non plus des cinq sénateurs — deux libéraux et trois conservateurs — dont l'âge varie entre 82 et 89 ans, mais qui échappent à la règle de la retraite à 75 ans parce que leur nomination a été faite avant 1965, année où la nouvelle réglementation entrerait en vigueur.

L'arrivée des conservateurs au pouvoir commence déjà à porter ses fruits pour M. Mulroney au chapitre de la répartition des sénateurs par province. Les conservateurs sont majoritaires à Terre-Neuve et dans l'Île-du-Prince-Édouard. Ils sont à égalité avec les libéraux au Manitoba et au Québec.

Il faudra toutefois que M. Mulroney attende la toute fin de son mandat avant que la majorité libérale ne soit renversée. Une situation dont il ne pourra vraiment profiter que si les conservateurs sont reportés au pouvoir dans quatre ans. Aucun sénateur ne prend sa retraite cette année, six la prendront en 1990, trois en 1991 et trois autres en 1992.

Le renversement de la domina-

tion libérale sera une épine de moins au pied du gouvernement Mulroney. Le Sénat libéral ne s'est pas généré, pendant le premier mandat conservateur, pour faire obstacle à des projets de loi majeurs. Les cas les plus spectaculaires ont été le projet C-22 sur les brevets pharmaceutiques et les projets C-84 et C-55 sur la réforme du processus de détermination du statut de réfugié.

À quelques mois des dernières élections, le chef libéral John Turner allait même jusqu'à demander aux sénateurs libéraux de bloquer la ratification du projet de loi de mise en vigueur du traité canado-américain de libre-échange. Furieux, le gouvernement a dû attendre l'issue des élections du 21 novembre dernier pour faire adopter cette législation.

M. Mulroney a jusqu'à maintenant respecté l'esprit de l'Accord du lac Meech, signé il y a près de deux ans. L'entente prévoit la nomination de sénateurs par le premier ministre fédéral sur proposition des gouvernements provinciaux concernés.

Dans l'Ouest du pays, les provinces, et au premier chef le Manitoba, craignent qu'une fois l'entente constitutionnelle ratifiée par toutes les législatures provinciales, Ottawa ne tienne pas sa promesse d'ouvrir des discussions constitutionnelles sur la création d'un Sénat élu dont la composition ferait contre-poids à la domination aux Communes du bloc des députés du Québec et de l'Ontario.

Le récent budget a fait mal au gouvernement

d'après la Presse Canadienne

QUÉBEC

Le récent budget Wilson a fait mal au Parti progressiste-conservateur du premier ministre Brian Mulroney, qui a perdu neuf points au Québec durant les dernières semaines. Et la baisse semble se poursuivre.

Un sondage réalisé par la firme Sorécom accorde 44 pour cent des intentions de vote au Parti conservateur, 29 pour cent au Parti libéral du Canada et 25 pour cent au NPD.

Avant répartition, il y avait 14 pour cent d'indécis. Un mois plus tôt, les résultats étaient les suivants: PPC, 53 pour cent, PLC, 25 pour cent et NPD, 20 pour cent.

Selon le sondage effectué auprès de 993 personnes entre les 21 et 30 avril dernier, le taux de satisfaction à l'endroit du gouvernement du premier ministre conservateur Brian Mulroney a baissé dans les mêmes proportions de mars à avril, tombant de 55 à 49 pour cent.

Le sondage ne permet pas de mesurer pleinement l'effet du budget du ministre des Finances, Michael Wilson puisque la fuite spectaculaire du document a fait l'objet est survenue le soir du 26 avril. En examinant les chiffres de plus près, il est cependant permis de croire que la tendance à la baisse enregistrée dans les jours qui ont précédé la fuite s'est accélérée par la suite.

La plus grande partie des entrevues, soit 744 sur 993, a été réalisée du 21 au 25 avril. Déjà, la popularité des conservateurs avait chuté de sept points. Le PPC recueillait 46 pour cent des intentions de vote, le PLC, 29 pour cent et le NPD, 25 pour cent.

Selon les sondages de Sorécom, les compressions dans les dépenses et les hausses de taxes que les médias annonçaient déjà, avant que le contenu du budget ne soit connu, expliquent cette première baisse des conservateurs.

Les 249 entrevues réalisées du 26 au 30 avril, donc une fois connus les détails du budget, ont révélé une baisse additionnelle de sept points.

Le PPC ne recueillait plus que 39 pour cent des intentions de vote, le PLC, 30 pour cent et le NPD, 29 pour cent.

La chute du taux de satisfaction envers le parti au pouvoir a été encore plus marquée après la fuite du budget. Jusqu'au 25 avril, la baisse n'avait été que de trois points par rapport à mars; du 26 au 30 avril, elle est tombée de 11 autres points. Le taux de satisfaction n'était plus que de 41 pour cent.

Les spécialistes de Sorécom recommandent toutefois de ne pas en tirer de conclusion trop définitive. Seulement la moitié des répondants de la région de Montréal, où les conservateurs sont généralement moins populaires que dans le reste du Québec, ont été rejoints avant la fuite du budget. La baisse additionnelle qui a suivi le budget s'expliquerait donc en partie par la moindre popularité du Parti conservateur dans la métropole.

Par ailleurs, le premier ministre Brian Mulroney n'a pas voulu commenter le sondage hier alors qu'il participait à l'inauguration officielle du Centre canadien d'architecture. Il s'est contenté de dire qu'il n'avait pas pris connaissance des résultats de ce sondage.



Pour ne pas oublier

M. Gordon Olmstead de la marine marchande dépose devant le Mémorial de l'armée à Ottawa une gerbe de fleurs pour commémorer la Bataille de l'Atlantique survenue au cours de la Seconde guerre mondiale.

PHOTO CP

Paul Desmarais
président du conseil
d'administrationRoger D. Landry
président et éditeurClaude Masson
éditeur adjointMarcel Desjardins
directeur de l'informationAlain Dubuc
éditorialiste en chef

Éditorial

Fallait-il toucher aux pensions fédérales?

En décidant de récupérer les pensions des retraités les plus fortunés, le ministre Michael Wilson n'a pas provoqué de levée de boucliers. Personne ne s'est vraiment scandalisé du fait que l'on se montre moins généreux pour une minorité bien nantie.



Mais les conséquences de cette mesure budgétaire sont beaucoup plus profondes. Déjà, le Canada n'avait pas vraiment une politique de retraite fort cohérente. En introduisant le principe de la récupération, le gouvernement fédéral déstructurera encore plus le fragile équilibre de toute la politique de retraite.

Il y a peu de victimes maintenant. Il y en aura beaucoup plus dans dix ou quinze ans.

Avant d'aller plus loin, il est peut-être bon de préciser de quoi il s'agit. Les retraités qui ont un revenu net supérieur à \$50 000 devront remettre une partie des pensions fédérales qu'ils ont reçues; à partir de \$85 000, ils en perdront la totalité. En fait, ils devront rembourser un montant égal à quinze p. cent de leurs revenus qui dépassent le seuil de \$50 000 jusqu'à concurrence des \$3 900 qu'Ottawa leur verse.

Ce choc sera cependant atténué de deux façons. D'abord, la récupération est calculée en fonction du revenu net: tous ceux qui disposent d'abris fiscaux permettant de déclarer des pertes ou de déduire des intérêts pourront toucher bien plus que \$50 000 avant d'être touchés

par la mesure. Ensuite, comme les pensions sont déjà imposées, la perte nette pour les contribuables à haut revenu ne dépassera pas \$2 254.

Et voilà pourquoi peu de retraités seront pénalisés. Sur un total de trois millions de retraités, seulement 54 000 perdront leur pension au complet et 74 000 en partie. Il faut aussi rappeler, chose importante, que les autres paiements aux retraités restent intacts: il s'agit de la sécurité de vieillesse fédérale pour ceux qui ont de faibles revenus, de la Régie des rentes du Québec ou son équivalent canadien, ainsi que des fonds de pension des employeurs des secteurs privé et public.

Après toutes ces nuances, pourquoi s'inquiéter? D'abord pour une question de principe. Les retraités d'aujourd'hui ou ceux qui le seront bientôt ont planifié leur retraite en toute bonne foi. Ottawa change les règles du jeu alors qu'ils n'ont plus aucun moyen de s'ajuster pour combler ce manque à gagner. En outre, le fédéral se trouve en fait à punir ceux qui ont plus épargné pour leur retraite que la moyenne. C'est injuste.

Mais c'est à long terme que cette mesure aura des effets que l'on peut qualifier de nocifs. Comme l'a montré Claude Picher dans sa chronique de samedi, ce plafond de \$50 000 à partir duquel les pensions deviennent récupérables, ne sera indexé qu'à un p. cent. Comme les prix augmentent au rythme de quatre p. cent par année, cela signifie que le plafond réel baissera d'année en année. Dans dix ans, il n'équivaudra plus qu'à 37 000 dollars d'aujourd'hui, et dans vingt ans,

à \$26 000. Ce sont là des revenus de retraite modestes, qui n'ont pas à être pénalisés.

Cela aura, au fil des ans, un impact majeur sur les fonds de pension des entreprises. Ceux-ci sont structurés en tenant compte des chèques que toucheront les retraités, pension fédérale et régie des rentes. Si l'un de ces paiements disparaît progressivement, il faudra que les fonds de pension s'ajustent pour assurer un revenu de retraite décent aux salariés. Le coût, pour les employeurs et les travailleurs, sera important.

La situation est d'autant plus confuse que, faute d'une aide généreuse de l'État, les futurs retraités devront davantage compter sur leurs épargnes. Or, dans le même budget, on apprenait que le ministre Wilson retardait d'un an les changements qui auraient pu permettre aux contribuables de placer plus d'argent dans leur régime enregistré d'épargne-retraite.

Pour coiffer le tout, les modifications pour que les contributions à la Régie des rentes ou au Canada Pension Plan puissent être suffisantes pour couvrir les besoins des retraités de demain se font toujours attendre. Le moment où les caisses seront à sec approche à grands pas.

En coupant certains chèques de pension, M. Wilson a paré au plus pressé. Il faudra maintenant que son gouvernement dépasse les réactions comptables et pense à l'avenir.

Alain DUBUC

La taxe sur les chambres d'hôtel

Le maire de Montréal Jean Doré, revenant à la charge, souhaite que le gouvernement provincial, le seul autorisé à le faire, impose une taxe de 3 p. cent sur les chambres d'hôtel. Le produit de cette taxe, six millions de dollars, servirait à la promotion touristique.

Une telle taxe comporte un avantage politique évident: ceux qui la payent, des gens de passage, ne votent pas. Le projet suscite néanmoins de vives réactions du milieu hôtelier qui craint que Montréal ne soit plus compétitive face à d'autres villes.

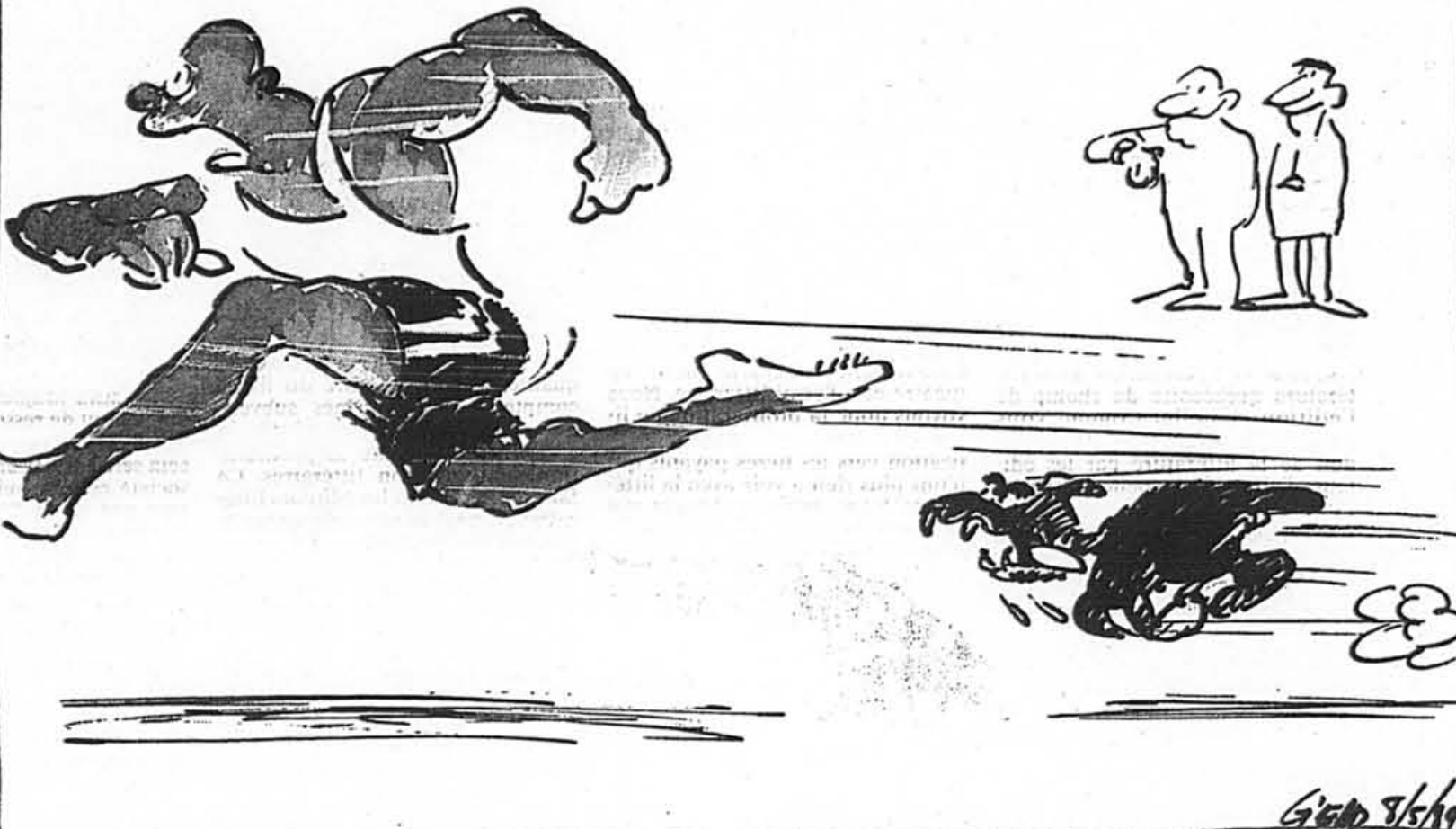
Un tableau compilé il y a un mois par le Wall Street Journal indique toutefois que ce genre de taxe est généralisé à l'échelle nord-américaine. Les chiffres ci-dessous tiennent compte des taxes locales et de celles des États. Certaines villes (marquées par un astérisque ou une croix) imposent même une taxe additionnelle de \$1 ou \$2.

Columbus, OH	15.5%	Anaheim, CA	10.5%
New York, NY	13.25*	Cincinnati, OH	10.0
Seattle, WA	14.1	Detroit, MI	10.0
Houston, TX	14.0	Indianapolis, IN	10.0
Austin, TX	13.0	Oakland, CA	10.0
Cleveland, OH	13.0	Sacramento, CA	10.0
Dallas, TX	13.0	Kansas City, MO	9.73
Ft. Worth, TX	13.0	Boston, MA	9.7
New Orleans, LA	11.0*	St. Louis, MO	9.5
San Antonio, TX	13.0	Honolulu, HI	9.43
Knoxville, TN	12.75	Dayton Beach, FL	9.0
Chicago, IL	12.4	Ft. Lauderdale, FL	9.0
Los Angeles, CA	12.0	Orlando, FL	9.0
Atlantic City, NJ	12.0	Pittsburgh, PA	9.0
Baltimore, MD	12.0	Portland, OR	9.0
Minneapolis, MN	12.0	Tampa, FL	9.0
Denver, CO	11.9	West Palm Beach, FL	9.0
Nashville, TN	11.75	Norfolk, VA	8.5
Atlanta, GA	11.0	Charlotte, NC	8.0
Philadelphia, PA	11.0	Raleigh-Durham, NC	8.0
Miami, FL	11.0	Riverside, CA	8.0
San Francisco, CA	11.0	San Diego, CA	8.0
Washington, DC	10.0†	San Jose, CA	8.0
Jacksonville, FL	10.5	Las Vegas, NV	7.0
Phoenix, AZ	9.25†	Reno, NV	7.0

*Plus \$2 †Plus \$1

A. D.

OUI, C'EST VRAI, LE DOCTEUR ACHETAIT BIEN DES PRODUITS VÉTÉRINAIRES, MAIS C'ÉTAIT POUR LES PIT BULLS QUI SERVAIENT À L'ENTRAÎNEMENT DES ATHLÈTES. ... MAIS, QUI COÛTE ÇA ?



DROITS RÉSERVÉS

La boîte aux lettres

Pas seulement pour ces messieurs

Dans La Presse du 30 avril, Louis-B. Robitaille signait un article sur un club parisien très chic et... un peu particulier. Le titre m'a laissée perplexe: «La sagesse du Crazy Horse!» S'il y a un qualificatif — même ironique — à donner à un endroit où des femmes sont reléguées au rang de bétail érotique paraissant devant ces messieurs, est-ce véritablement celui de sagesse?

D'autre part, même si le journaliste affirme qu'il ne veut pas discuter à savoir si le strip-tease est une bonne chose ou non, son article complaisant donne de la légitimité à un phénomène basé sur le mépris des femmes. Il est regrettable que La Presse en ait fait sa première page.

Anne-Marie Claret
Montréal

Effectivement, la question philosophique du strip-tease, féminin, masculin, professionnel, amateur ou domestique, reste totalement ouverte. En revanche, la clientèle du «Crazy Horse», je dois le préciser, est féminine à hauteur de 50 p.c., ce qui fait que le «bétail érotique» ne parade pas seulement devant des messieurs.

L.B.R.

Piètre service d'autobus

Monsieur Pierre D. Girard, maire de Saint-Hubert

Usagers du transport en commun et contribuables de Saint-Hubert, nous devons subir chaque jour des coupures de service. Devrons-nous endurer encore longtemps cette si-

tuation intolérable? Les attentes le matin et le soir atteignent 35 à 45 minutes et ce beau temps, mauvais temps.

Nous avons subi une hausse des tarifs pour cette baisse de service! Nous payons trop cher un service d'autobus en voie de disparition.

Nous sommes d'avis qu'il y a des solutions, mais que personne ne veut en prendre la responsabilité. Une prompt intervention du conseil d'administration dont vous faites partie serait grandement appréciée.

Micheline GAUTHIER
et Pierrette PRUNEAU
Au nom de 143 usagers
du transport Saint-Hubert-
Place Bonaventure

Congédiement inquiétant

Monsieur Claude Ryan,

La Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal s'inquiète vivement des circonstances qui ont entouré le congédiement de la directrice de la bibliothèque Des Sources, à Roxboro, Madame Nathalie Groulx, et son remplacement par une personne qui maîtriserait mal le français.

Cette double décision, dont les motifs officiels sont contestés par plusieurs organismes professionnels du monde de la bibliothéconomie, risque de priver les usagers francophones de services adéquats dans leur langue.

Cette situation est d'autant plus préoccupante qu'elle survient dans une région où les résidents francophones se plaignent déjà de services publics insuffisants dans leur langue.

La Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal vous prie instamment d'intervenir dans ce dossier.

Jean DORION
Président général

Soutien aux infirmières

Aux infirmières et infirmiers, Merci pour tout ce que vous apportez à notre humanité en détresse. Avec vous, notre qualité de vie devra s'améliorer; nous vous aiderons. Je soutiens vos moyens de pression. C'est vrai que vous avez dû salarier à rattraper, surtout si on vous compare à d'autres professions équivalentes.

Vos énormes responsabilités demandent de meilleures conditions de travail. Depuis trente ans je rêve que vous et les médecins travaillerez davantage à la prévention qu'à la guérison et que vous vous impliquerez dans le milieu et l'environnement. Est-ce de l'utopie?

J'espère pour vous, la santé... Je vous aime

N. Beauchesne
Saint-Hyacinthe

Réalisme et corruption

Dans un éditorial intitulé «Réalisme uruguayen» (La Presse 21/04/89), Monsieur Frédéric Wagnière approuve le choix qu'a fait l'Uruguay de «passer l'éponge sur le passé des bourreaux et des tortionnaires d'il y a une dizaine d'années.» C'est là une opinion que certains contesteront mais qui fut partagée par la majorité de la population de ce pays.

Là où les choses se gâtent c'est lorsqu'il fait un parallèle avec la situation actuelle en Haïti.

Monsieur Wagnière recommande aux Haïtiens de s'inspirer du «réalisme» uruguayen en affirmant que «la grande majorité des gens qui peuvent faire fonctionner un ministère et donner un minimum de ser-

vices à la population sont, sans doute, des gens qui ont trompé dans la corruption de l'ancien régime.»

Pour qu'un éditorialiste puisse, aujourd'hui, prôner impunément que l'efficacité prime tout, y compris la moralité, il faut que les valeurs fondamentales de notre société soient gravement atteintes. Ce sont peut-être des bandits, nous dit Monsieur Wagnière, mais ils s'y connaissent en gestion des affaires de l'État, tandis que d'autres sont honnêtes, mais n'ont pas l'expérience requise. À partir de tels principes, on peut tout justifier: les politiques véreuses, le trafic d'influence, la pègre au pouvoir, l'achat des consciences, etc. (...)

André MARCOUX
Montréal

Bénévolat ou travail à rabais?

Se termine la semaine annuelle «du bénévolat». Le journaliste Claude Masson terminait son éditorial par ces mots: «L'action bénévole constitue une force majeure et essentielle de notre société. (...) Mais il est en même temps primordial de ne pas transformer cette forme sociale de gratuité en une formule de travail à rabais.»

Or c'est justement ce qui se passe un peu partout dans notre société. Les CLSC créent à partir de subventions d'appoint des organismes sans but lucratif qui recrutent des bénévoles pour faire le transport des personnes âgées, la popote volante, etc. Pendant ce temps, le personnel cadre des mêmes CLSC est payé plein salaire pour «regarder aller» tout ce monde qui travaille à sa place. Et quand on ose leur demander conseil ou de l'aide, ils se font un devoir de nous référer ail-

leurs. Si bien que tout le système se renvoie la balle. (...)

Dans les hôpitaux c'est la même chose. On a coupé le personnel à la base au moment des restrictions budgétaires tout en oubliant de dire aux directeurs de couper aussi dans les cadres. Si bien qu'aujourd'hui on a plus de chefs que d'indiens; comme le travail doit quand même être fait, on trouve des bénévoles qui ne se posent pas trop de questions. Si c'est pas rire des bonnes âmes, je ne sais plus ce que c'est.

Janine LAROSE
Mascouche Heights

Pas des sages-femmes

À la suite d'un article paru dans La Presse, le samedi 15 avril 1989, intitulé «Naissances, sages-femmes et corporatisme» signé par André Noël, nous réclamons qu'il y ait rectification concernant notre statut.

Le Collectif les Accompagnantes n'est pas un groupe de sages-femmes, mais un groupe d'accompagnement à l'accouchement. La différence entre une accompagnante et une sage-femme se situe au niveau de la responsabilité médicale. L'accompagnante n'assume jamais la responsabilité ni du suivi médical, ni de la supervision de l'accouchement, ces tâches relevant exclusivement d'un médecin ou d'une sage-femme.

Dans la situation actuelle concernant la légalisation des sages-femmes et le questionnaire face à leur acceptation en milieu hospitalier nous considérons que l'erreur de M. Noël nous citant à titre de sage-femme fausse l'image du groupe face à la population et risque de nous occasionner de graves problèmes, c'est-à-dire que cer-

tains hôpitaux pourraient nous interdire leur accès. (...)

Line GAUVREAU
pour les Accompagnantes

Précision

Contrairement à ce que nous avons indiqué dans La Presse, le 15 avril, le collectif Les Accompagnantes n'est pas un groupe de sages-femmes, mais un groupe d'accompagnement à l'accouchement. Toutes nos excuses.

Pas à la baisse, s.v.p.!

M. Pierre Vennat, dans son éditorial du 26 avril dernier, soulève la question de l'équité salariale pour les femmes, mais... à l'envers.

En effet, lorsqu'il renverse la question en demandant «... faut-il plutôt que les peintres touchent un salaire de secrétaire?», il remet en question les principes de base de l'équité salariale, formulés par la Commission des droits de la personne du Québec: L'ÉQUITÉ NE PEUT SE FAIRE À LA BAISSE!

Alors, Monsieur Vennat, avant de vous lancer sur des pistes fort dangereuses et, à la limite, illégales, je vous conseille fortement de vous informer.

Je suis certaine qu'il vous fait plaisir de tenter ainsi de diviser les forces syndicales entre elles, mais la Commission des droits de la personne avait prévu le coup: pensez-vous vraiment que des comparaisons auraient été possibles sinon? Les organisations syndicales, dis-je vous le rappelle, représentent les intérêts de l'ensemble de leurs membres...

Vous nous aviez pourtant habitués à un peu plus de professionnalisme...

Sylvie PAQUEROT
Lauzon

Opinions

Fête des Mères

FRANCE PARADIS

J'ai déjà parlé de mes mères, comment elles m'avaient portée et continuait de le faire. Je vous ai parlé de leur héritage sans prix et du respect que je leur porte. De ces femmes qui m'ont nourri de leur histoire, de leurs souffrances, de leurs secrets. À l'heure où je me prépare à mettre au monde un nouvel être humain, rien n'est plus puissant que ces centaines de millions de mailles qui me lient à mes aînées depuis la nuit des temps. Toutes, elles sont les mères du monde.

Mettre au monde, c'est bien plus que d'écarter les cuisses en poussant. Il y aura eu toutes les guerres de l'Histoire; les exodes et les exils; la colonisation et ses misères; les épidémies; les révolutions et les révoltes. Les chiens ont aboyé, mais les mères auront toujours été là. Il y aura eu la révolution industrielle, sexuelle, culturelle. Il y aura eu l'éclate-

ment des familles mais les mères ont encore répondu présentes. Sans avoir toujours le choix, dans le silence souvent et la solitude qui l'accompagne, les femmes ont porté le monde et l'espérance dans leur sein. La mère, c'est le fil conducteur de la vie et de l'Histoire. La mère écarte bien plus que les cuisses, elles écartent les bras.

La fête des Mères aura pourtant été longtemps celle des utérus. Chez les anciens Grecs, Cybèle incarnait déjà la force reproductrice de la nature que tout le peuple célébrait. Au VI^e siècle avant J.-C., Rome introduisait dans son calendrier une période de fête en hommage à la fertilité, celle de la nature incluant celle des femmes. Beaucoup plus tard, l'instauration d'une célébration de la maternité en Occident répondait aux nécessités de politiques natalistes, particulièrement en France chez les gouvernements successifs de l'entre-deux-guerres.

En France toujours, l'ancêtre de cette célébration portait une dénomination éloquent: la fête des Mères de familles nombreu-

ses. On remettait alors, dès 1920, les médailles d'or, d'argent et de bronze aux mères du comté les plus «méritantes». Lire ici les plus reproductrices. Cette année-là, c'est une mère de treize enfants qui remportait la palme, remise par de dignes messieurs bien sûr, dont c'était d'ailleurs l'idée. Quelle femme aurait songé à se réjouir de la condition d'une mère de treize enfants? En 1942, la presse parisienne vante en première page les mérites d'une jeune maman de vingt et un ans qui vient de mettre au monde son septième enfant. Et sans jumeaux! s'exclame l'entre-filet. Parce que faire des jumeaux aurait été moins prestigieux, un peu comme une manière de tricherie. L'important c'est l'utérus!

Toutes n'ont pas écarté les bras. Beaucoup n'écartent plus les cuisses. Mais que croyez-vous donc que l'on célèbre à la fête des Mères? Ne me dites pas qu'on a laissé tomber le sacre de l'utérus pour celui, tout aussi débile, du devoir maternel bien rempli! Ce serait trop bête de leur dire merci pour quelque

chose qu'elles n'ont pas été, pour une situation qu'elles n'ont pas toujours choisie. Les mères n'ont pas le dos si large qu'il leur faille porter nos mensonges en plus du reste du monde.

Il faudrait leur dire merci de leur indulgence devant nos faux pas en leur retournant la pareille. Merci aussi pour les colères et les réprimandes, celles qui étaient justifiées et celles qui ne l'étaient pas. Merci encore pour nous avoir fait connaître vos propres limites: elles nous ont préparés à rencontrer les limites du monde. Je ne rends pas seulement hommage à votre dévouement, mais également à vos courageux moments d'égoïsme. Pas seulement à vos élans de tendresse, mais aussi à vos violences. Je vous remercie de votre imperfection: elle continue de me rassurer à propos de mes propres imperfections.

Les mauvaises mères? Je ne sais pas. Peut-être avaient-elles seulement un peu plus d'imperfections que les autres, et cela aura suffi pour qu'elles incarnent le pire alors qu'elles faisaient de leur mieux. Qui a dit que de porter le monde était facile?

La littérature fait figure de parent pauvre dans le monde de l'édition

M. Alain Horic, éditeur littéraire, nous fait part de ses réactions à la suite d'un article de notre chroniqueur, Réginald Martel, consacré à la place de la littérature dans le monde de l'édition.

ALAIN HORIC

Votre chronique «La littérature mal aimée» fait une analyse juste de l'évacuation de la littérature québécoise du champ de l'édition actuelle. Comme vous touchez le phénomène de l'abandon de la littérature par les éditeurs, j'aimerais me pencher sur ses causes.

Il est de plus en plus difficile de nos jours, pour un éditeur, de demeurer fidèle à une vocation spécifiquement littéraire, puisque son engagement exige de la témérité et l'oblige à une lutte constante pour survivre. Il faut être, comme vous l'avez dit, fou de littérature pour lui sacrifier tout son temps, son énergie et ses ressources. Et peu survivent à ce régime. Les fous de littérature se font de plus en plus rares, puisque l'édition littéraire est foncièrement non rentable, et donc chroniquement déficitaire. Toi ou tard, l'éditeur littéraire doit acquiescer le prix de son idéalisme car il n'échappe pas aux règles économiques en dépit de sa vocation culturelle. Face à de tels impératifs, l'éditeur n'a d'autres choix, à moyen terme, que d'abandonner la littérature ou tenter la diversification en faisant des livres plus payants jusqu'à la soumission totale de sa politique éditoriale aux principes de saine gestion et de la notion de profit. Ces principes de rentabilité amoindrissent la production littéraire jusqu'à l'évacuation complète.

Le bassin restreint du public lecteur et la vulnérabilité de notre marché défavorisent l'édition littéraire. Notre littérature est mal accueillie et mal servie sur notre propre marché qui reste à conquérir. Ainsi, peut-on vraiment blâmer les hommes d'affaires avisés de ne pas investir dans un genre non rentable? Ils finissent donc par s'accrocher à quelques grands noms pour ne conserver que le roman qu'ils souhaitent best-seller, tournant définitivement le dos à la poésie, au théâtre et à l'essai littéraire. Nous voyons donc la prolifération de livres de toutes sortes et une diversification vers les livres payants qui n'ont plus rien à voir avec la littérature. Nous savons également que la littérature n'est pas faite que de roman, et rares aussi sont ceux qui investissent dans la relève. La littérature, chez la plupart, ne représente plus qu'une proportion négligeable de leur production. Est-il nécessaire de souligner également que la littérature québécoise, sauf exceptions, ne reçoit pas un appui adéquat des médias, des libraires, des bibliothécaires et cela au détriment du public lecteur.

Pour survivre, la littérature québécoise a besoin des efforts conjugués de tous les intervenants. Et puisque l'édition littéraire est chroniquement déficitaire, à supposer même que la situation s'améliore, elle ne peut survivre que grâce aux organismes subventionnaires qui ont un rôle vital à jouer et qu'ils n'assument pas puisque leur politique d'aide, inappropriée, favorise plutôt l'abandon de l'édition littéraire. Les deux principaux, soit le Conseil des Arts du Canada et le ministère des Affaires culturelles, sont les grands responsables de la sortie de la plupart du champ de l'édition littéraire, puis-

qu'ils subventionnent tous les éditeurs indistinctement de leur spécificité. L'éditeur littéraire ne jouit donc pas d'un traitement privilégié en raison de sa vocation. Tous les éditeurs et toutes les catégories de livres sont admissibles aux subventions et doivent se partager la même assiette indistinctement.

Les subventions servent plus d'incitatifs économiques que littéraires puisqu'elles obéissent aux critères quantitatifs nonobstant la qualité, seul le nombre de livres compte. Ces organismes subventionnaires encouragent plutôt la diversification, donc la prolifération de livres non littéraires. Ce faisant, ils privent les éditeurs littéraires d'une aide plus substantielle, prioritairement adaptée à leurs besoins, qui leur reviendrait de plein droit en raison de leur vocation littéraire et de la vulnérabilité de leur marché. En versant les subventions, ces organismes n'ont aucune exigence qualitative en retour. C'est dire que l'utilisation de cette aide, quant au genre et au contenu des livres, est laissée à la seule discrétion de l'éditeur. Pourquoi alors ferait-il de la littérature puisque les autres livres plus payants reçoivent autant des organismes subventionnaires? Qui peut alors le blâmer d'utiliser ces subventions à produire des livres plus payants qui n'ont plus rien de littéraire.

Par exemple, presque tous les livres sont admissibles aux subventions de base du Conseil des Arts du Canada, au détriment de la littérature de création, chroniquement déficitaire. Tant que ces politiques ne seront pas réformées et destinées prioritairement à l'édition littéraire, vous verrez graduellement d'autres abandons, des désertions et des fuites. Contraire-

ment au Conseil des Arts du Canada, seul le ministère des Affaires culturelles a démontré dernièrement une certaine volonté d'adaptation de sa politique d'aide à l'édition spécifiquement littéraire.

Voilà les causes facilement identifiables de l'évacuation de la littérature du champ de l'édition au Québec. Une littérature mal aimée, mal accueillie, mal servie et mal aidée.

Il y aura toujours quelques fous qui, à bout de ressources, seront relayés par quelques autres. Mais cela sera insuffisant tant que notre société restera indifférente à l'importance de la littérature en tant que valeur suprême d'un peuple menacé dans sa culture même. Cette littérature est menacée au même titre que la langue et, pourtant, le ministère de l'Éducation ne rend pas obligatoire son enseignement. Là encore, des rares fous de littérature doivent y suppléer dans nos institutions d'enseignement. Comment notre système d'éducation peut-il continuer à dissocier la langue de la littérature, puisque cette dernière est l'unique génératrice du français parlé et écrit? La langue seule articule l'individu et partant une collectivité.

L'édition littéraire ira en s'amenuisant si elle ne reçoit pas l'appui de tous les intervenants sans quoi les derniers fous de littérature seront contraints, en raison du contexte défavorable et des réalités économiques inexorables, de l'abandonner à leur tour.

Nous avons fort à faire ensemble pour parvenir à la reconnaissance réelle de notre littérature dans la société québécoise. Votre contribution personnelle en ce sens est essentielle.

La langue que nous parlons ici est-elle vraiment une menace au fait français?

M. Réjean Hamon, professeur à la CECM, réplique à une chronique du Lysiane Gagnon consacrée au parler québécois.

RÉJEAN HAMON

Dans un article du 1^{er} avril dernier, Lysiane Gagnon déplorait la piètre qualité du français au Québec, qu'elle qualifiait de «langue de ghetto» et qui, selon elle, constitue la plus grande menace au fait français du Québec. Elle profitait de l'occasion pour pointer un doigt accusateur sur notre manie de tutoyer les gens.

Outre le fait que le tutoiement soit, à mon avis, le sifflet d'un peuple dont les contacts sont directs et sans manière, le journaliste porte à l'égard du français d'ici un grave jugement de valeur. (...)

Ce que Madame Gagnon propose en sus et lieu de la langue québécoise, c'est le français standard, celui des animateurs à la Derome et à la Bombardier, soit une langue aculturée, sans âme, sans identité, neutre. Car tous les linguistes dignes de ce nom (d'ailleurs trop longtemps absents de ce débat) vous le diront: le québécois n'est pas une langue mal parlée, mais une particularité régionale, une

couleur locale, l'expression d'un peuple, de son identité, de son histoire.

Le québécois est aussi loin du français standard que le sont, à divers niveaux, le sénégalais, le marseillais, le créole, le corse, le suisse, etc. Qui donc aurait comme idée, sinon une aristocratie fasciste, d'imposer à toute la francophonie de la terre un seul et même français? Comment chacun de ces peuples pourrait-il alors affirmer sa vivacité, son originalité, son identité, sa réalité? Qui peut encore douter que chacune des nations francophones peut parler son français tout en demeurant en deça de certaines normes acceptées par tous?

Le véritable problème du français parlé au Québec en est une de perception et de rapport de force. Au niveau de la perception, il est clair que le québécois (le «joual», péjorativement dit lorsque l'accent est «trop» prononcé) a toujours représenté et représente encore aux yeux de beaucoup de gens l'appartenance à une classe sociale inculte et sous-développée. Ce sentiment, explicable historiquement par notre isolement, n'a plus raison d'être. Aujourd'hui, toute personne scolarisée peut écrire dans un français correct et s'exprimer dans

un québécois compris par tous, même si certains ajustements de niveau de langage peuvent s'avérer nécessaires.

Quant au rapport de force, il tient à la fois du pouvoir historique, économique et démographique d'un pays à prendre le leadership de l'évolution de sa langue. Les États-Unis semblent depuis longtemps s'être affranchis du pouvoir de l'Angleterre à imposer le British Way. L'Australie produit d'excellents films, tous colorés de l'accent local, et que toute l'anglophonie comprend! Quant à la France, doit-elle être la seule nation à imposer ce qui est français et ce qui ne l'est pas? N'accepte-t-elle pas de plus en plus de mots anglais dans un vocabulaire qui comporte souvent des équivalents français: challenge, marshmallow, rocking-chair, sponsor, etc.? Le Québec, de par sa condition particulière, peut-il rester muet face à cette anglomanie? La post-synchronisation des films américains en argot français est-elle plus près de la réalité nord-américaine que le québécois?

Il est clair que le Québec, s'il veut assurer sa survie culturelle, n'a d'autre choix que d'assumer une part importante du leadership de l'évolution de la langue française. Il doit d'abord préserver le vo-

cabulaire français et refuser les équivalences anglaises (le vocabulaire sportif en est un exemple tout à fait approprié). Il doit, de plus, jouer le rôle de chef de file en matière de traduction des nouveaux mots anglais, scientifiques ou autres, dont la situation géographique permet un contact direct. Déjà, le Québec s'est affirmé dans la féminisation des mots et dans la traduction d'un certain vocabulaire scientifique. Ce timide départ ne devra s'avérer que le début d'une volonté opiniâtre.

En conclusion, trop longtemps les Québécois se sont-ils laissés dire qu'ils parlaient mal par des pseudo-linguistes à la Laurin, Landry et compagnie, et se sont-ils laissés insulter par des slogans tels: «Bien parler (lire: le français standard) c'est se respecter». Nous ne sommes plus à l'heure du réflexe de colonisation et des échine qui plient. Nous devons assumer le rôle que notre condition nord-américaine nous demande de jouer. Notre survie culturelle passe par l'affirmation de notre identité et de notre langue. Refuser ce rôle, c'est s'exposer aux détracteurs de tout acabit, tel cet anglophone qui prétendait refuser d'apprendre le français parce que la langue d'ici est «bâtarde». Et lui, parlait-il l'anglais d'Angleterre?



Gérald LeBlanc

L'Ouest-de-l'île (1)

J'ai enfin compris, mercredi, comment le «West Island» était graduellement devenu l'Ouest-de-l'île.

La réponse se trouve dans un petit bureau d'un bungalow de banlieue, à Dollard-des-Ormeaux. Un micro-ordinateur, compatible avec IBM, y enregistre, depuis des années, l'état de santé du français de l'affichage commercial, dans les 12 municipalités de la pointe ouest de l'île de Montréal.

Je comprends maintenant pourquoi Jean-Guy Plante, le propriétaire de l'ordinateur et du bungalow, nous a fait parvenir, l'autome dernier, un long communiqué de plusieurs pages, pour nous inviter à remplacer l'expression West Island par l'Ouest-de-l'île.

Ce qui m'avait alors frappé, c'était le ton de l'argumentation mise de l'avant par M. Plante, alors président de l'Association des francophones de l'Ouest-de-l'île. Au lieu de gémir sur l'absurdité colonialiste de se définir dans la langue des autres, M. Plante défilait une interminable liste de gens, du ministre Gerry Weiner à la Corporation immobilière Ivanhoe, qui s'étaient convertis à l'expression Ouest-de-l'île.

Je ne m'en étais même pas aperçu. L'ancien «West Island Mall», qu'on aperçoit sur la Métropolitaine, juste avant la sortie du boulevard des Sources, est devenu Les Galeries des Sources. Et le superbe Marché de l'Ouest, un des meilleurs de toute la région métropolitaine, s'affiche hautement dans la langue de Molière.

Fils du «Faubourg à m'lasse», Jean-Guy Plante ne savait pas ce qui l'attendait, quand son travail d'enseignant le fit passer de la CECM à la Commission Baldwin-Cartier, en 1978.

«Ce fut tout un choc de nous faire dire 'West Island is english territory' et de constater que c'était souvent vrai dans la vie quotidienne. Je me débrouillais tant bien que mal en anglais et ma femme ne le parlait pratiquement pas. Nous avons eu l'impression d'avoir changé de pays», raconte le professeur de français, devenu spécialiste des classes d'accueil pour les enfants d'immigrants.

Les Plante se sont achetés un bungalow, à Dollard-des-Ormeaux mais en tout point semblable à ceux de Brossard ou d'Auteuil, et ont eu leur premier enfant dans ce nouveau coin de pays, qu'ils ont appris à connaître et à aimer. Le premier service que nous aura rendu Jean-Guy Plante et son association, c'est d'avoir attiré notre attention sur cet important morceau de la région métropolitaine, trop longtemps négligé par les francophones et leurs médias.

L'Ouest-de-l'île n'est pas une division officielle: on ne la retrouve nulle part dans les registres municipaux, provinciaux ou fédéraux. C'est un terme surgi de la vie, une expression que tout le monde emploie parce qu'elle définit une réalité bien concrète.

Pendant que nous parlions du bout-de-l'île pour l'est, de la Rive-Sud ou de la Rive-Nord (c'est à tort qu'on dit Rive-Sud ou Rive-Nord de Montréal, on devrait plutôt parler des couronnes nord et sud), les anglophones parlaient d'abord du WestEnd, puis du West Island.

Cette dernière expression, façonnée par les médias anglophones et consacrée lors des débats linguistiques, désignait la nouvelle banlieue ouest, qui s'était développée avec les autoroutes. Délaissant la ville de Montréal, la classe moyenne s'installait en banlieue: au sud (Longueuil, Brossard...), au nord (Chomedey, Saint-François...) et à l'ouest (Pierrefonds, Dollard-des-Ormeaux...). D'anciens villages de villégiature s'y transformaient ainsi rapidement en villes de banlieue, d'importantes municipalités comme Dollard-des-Ormeaux, qui compte aujourd'hui 43000 habitants.



On s'entend généralement pour inclure dans l'Ouest-de-l'île, les douze municipalités qui se trouvent à l'ouest de Saint-Laurent et de Lachine. Il s'agit de regarder une carte de l'île de Montréal pour trouver trois divisions naturelles: le centre qui descend vers le sud et les pointes est et ouest qui remontent vers le nord.

L'Ouest-de-l'île compte maintenant quelque 185000 habitants, un bloc comparable à ceux des couronnes nord et sud, ainsi répartis: Dollard-des-Ormeaux (43000), Pierrefonds (39500), Pointe-Claire (26000), Beaconsfield (19000), Dorval (17000), Kirkland (13000) Île Bizard (8500), Roxboro (6000), Saint-Anne-de-Bellevue (4000), Baie d'Urfe (4000), Sainte-Geneviève (2500) et Senneville (1100).

L'Ouest-de-l'île c'est le Québec à l'envers: les francophones y sont minoritaires et les anglophones majoritaires.

D'après le recensement de 1986, la population s'y répartit ainsi: 50 p. cent anglophone, 33 p. cent francophone et 17 p. cent allophone. Les immigrants parlant surtout l'anglais, les anglophones dominent partout, sauf dans trois petites villes francophones (Sainte-Geneviève, Île Bizard et Saint-Anne-de-Bellevue), tandis que c'est à peu près 50/50 à Pierrefonds.

Un peu comme la minorité anglophone du Québec trouve son point d'appui dans la majorité canadienne, la minorité francophone de l'Ouest-de-l'île tente, depuis quelques années, de rétablir les ponts avec la majorité francophone du Québec.

La Presse

LA PRESSE est publiée par LA PRESSE, L.T.E.E., 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9. Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de «LA PRESSE» et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à LA PRESSE sont réservés. Courrier de la deuxième classe — Enregistrement numéro 1000. Port de retour garanti.

RENSEIGNEMENTS	285-7272	ANNONCES CLASSEES
ABONNEMENT	285-6911	Le service des abonnements est ouvert du lundi au vendredi de 7 à 10h.
REDACTION	285-7070	Grandes annonces
PROMOTION	285-7100	Détailants
COMPTABILITE	285-6892	National, Tele-Press
Grandes annonces	285-6900	Vacances, Voyages
Annonces classées		Carrières et professions, nominations
		285-7320

Arafat rejette l'appel au meurtre

d'après Reuter, AFP, AP et UPI
JERUSALEM

Yasser Arafat, le président de l'OLP, a rejeté hier « dans sa totalité » l'appel au meurtre d'Occidentaux lancé par l'Iran dans le cadre de l'intifada, mais Israël, resserrant son étreinte sur les territoires occupés après la découverte du cadavre d'un soldat disparu en février, qualifiait ce rejet de « tactique » et affirmait n'y accorder aucune importance.

Une manifestation anti-arabe, regroupant environ 300 personnes, a éclaté hier soir à Ashdod, en Israël, d'où était originaire le sergent Avi Sasportas, 25 ans, enlevé par des inconnus le 16 février alors qu'il faisait de l'auto-stop.

Au lendemain de la répression de manifestations liées à l'Eid al-Fitr faisant trois morts et 400 blessés palestiniens, l'armée israélienne plaçait sous couvre-feu quelque 450 000 civils des territoires occupés, soit plus du quart de la population. Au moins 17 Palestiniens étaient blessés hier par les tirs de soldats israéliens. Un jeune asthmatique de Rafah est décédé après avoir inhalé des gaz lacrymogènes. Selon un bilan, 467 Arabes et 19 juifs ont été tués en 17 mois de soulèvement.

Vendredi, Hachemi Rafsanjani, président du parlement iranien et candidat à la présidence de l'Iran, avait affirmé que si cinq Occidentaux étaient tués chaque fois qu'un Palestinien tombait sous les balles d'Israël, l'oppression du peuple palestinien serait bientôt terminée.

« Je rejette cet appel dans sa totalité », a déclaré hier Yasser Arafat lors d'une conférence de presse à Tunis. La veille le porte-parole de l'OLP, Ahmed Abdel-Rahman, avait qualifié ces propos incendiaires de « conseil empoisonné » donné au peuple palestinien pour qu'il se livre au terrorisme international contre des innocents.

La mise au point de l'OLP n'a pas ému le gouvernement d'Israël. Avi Pazner, porte-parole du premier ministre Yitzhak Shamir, a estimé qu'il s'agissait de « pure tactique ». « Ce n'est pas la première fois que l'OLP fait ce genre de déclaration quand le moment est bien venu pour elle et les gens ne devraient pas y accorder la moindre crédibilité », a-t-il dit.

Nouakchott blâme Dakar

d'après Reuter et AFP
NOUAKCHOTT

Le colonel Maaouya Ould Taya, président de la Mauritanie, a rejeté hier soir sur le Sénégal voisin la responsabilité des émeutes ethniques dans les deux pays, et il a demandé des compensations pour les biens mauritaniens saisis ou détruits.

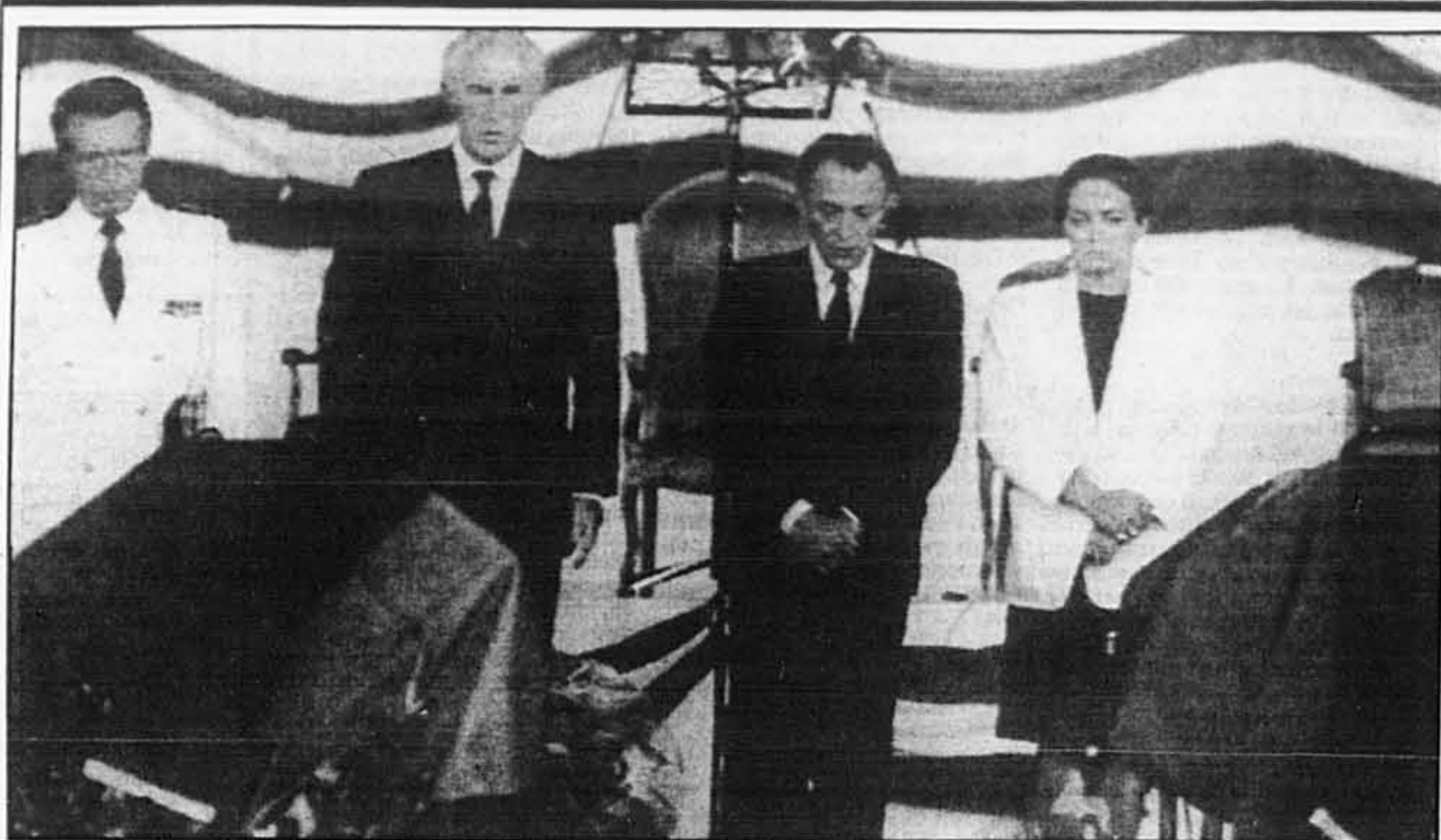
La déclaration, diffusée par la radio de Nouakchott, est le premier commentaire officiel mauritanien depuis ces graves incidents qui ont fait une centaine de morts au moins. Elle coïncide avec l'arrivée à Nouakchott de l'émissaire Jean-Christophe Mitterrand, conseiller du chef de l'Etat français pour les Affaires africaines, chargé d'une mission de médiation. Gilles Vidal, membre de la cellule africaine de l'Élysée, arrivait pour sa part à Dakar.

À l'occasion de la fête musulmane de l'Eid el-Fitr, appelée Korite au Sénégal, le grand imam de Dakar, Mawda Sylla, a de son côté prononcé hier, en présence du président Abdou Diouf, un vibrant plaidoyer pour la paix entre musulmans. « Les clivages ne doivent pas nous faire oublier que nous sommes tous des musulmans et que l'islam est un facteur d'unité, de compréhension, de tolérance et de compassion », a-t-il déclaré.

« Le gouvernement et le peuple de Mauritanie n'ont pas la moindre responsabilité dans ces événements tragiques », a affirmé Ould Taya, qui a expliqué que les incidents avaient pour origine le harcèlement, l'an dernier, de bergers mauritaniens au Sénégal, et la brève fermeture de la frontière par Dakar en janvier 1989. Il a aussi accusé la presse de Dakar d'avoir enflammé les sentiments anti-mauritaniens parmi les Sénégalais.

Il a aussi dénoncé « la passivité remarquable des autorités et des forces de l'ordre » sénégalaises à partir du 10 avril, et soutenu que les discours du président Diouf, le 29 avril, « étaient venus inciter à plus de zèle ».

« Nous avons toujours fait tout notre possible pour préserver des relations de bon voisinage avec le Sénégal », a-t-il dit.



Le premier ministre Michel Rocard flanqué de son épouse Michèle, du ministre des DOM-TOM Louis Le Pen, et du haut commissaire pour la Nouvelle-Calédonie, à gauche, se recueillant hier devant les cercueils de Jean-Marie Tjibaou et Yeiwene Yeiwene à Nouméa.

PHOTO REUTER

Rocard maintient le cap en Nouvelle-Calédonie

Les élections provinciales auront lieu le 11 juin comme prévu

d'après Reuter et AFP
NOUMÉA

Le premier ministre français Michel Rocard a assisté hier, à Nouméa, aux obsèques des dirigeants kanak Jean-Marie Tjibaou et Yeiwene Yeiwene, assassinés jeudi, et annoncé sa ferme intention de poursuivre le processus d'autodétermination entamé en Nouvelle-Calédonie avec la signature des Accords de Matignon.

Il a ainsi annoncé que les élections provinciales, première étape du processus menant à l'autodétermination du territoire du pacifique sud en 1998, seraient maintenues à la date du 11 juin. Et il s'est dit « incontestablement » plus confiant en reprenant hier soir l'avion pour Paris.

« Les élections provinciales auront lieu le 11 juin, à la date prévue. Un criminel n'arrête pas le cours de la paix qui se construit. La tolérance n'abandonne pas devant le fanatisme », a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse. « Tjibaou et Yeiwene sont tombés sous les coups de meurtriers qu'inspiraient le même esprit de haine et le même aveuglement, que ceux en travers desquels nous nous étions dressés il y a un an », a-t-il dit.

Une procession de 5 000 Mélanésiens a accompagné les fourgons mortuaires des deux chefs indépendantistes, assassinés à Ouvéa par des extrémistes kanaks, jusqu'à la cathédrale qui surplombe le port de Nouméa.

Le vice-premier ministre néo-zélandais Geoffrey Palmer, le

ministre australien des Affaires étrangères Gareth Evans et son homologue de Papouasie-Nouvelle-Guinée, Michael Somare, ainsi que Gilles Ménage, conseiller du président François Mitterrand, et des membres de la mission du dialogue en Nouvelle-Calédonie, ont assisté à la messe célébrée par Mgr Michel Calvet et le pasteur protestant Sihlali Bassa.

« Les Accords de Matignon, au bas desquels Jean-Marie Tjibaou et Yeiwene Yeiwene avaient, par leur signature, engagé la parole de leur peuple, la loi issue du référendum du 6 novembre 1988 par laquelle le peuple français dans son ensemble s'est engagé, seront, j'en fais ici le serment, mis en œuvre scrupuleusement dans leur esprit et dans leur lettre », a promis Rocard.

À l'issue des cérémonies, les cercueils ont été hissés à bord de deux Transall de l'armée de l'air française. Ils devaient être acheminés vers les villages nataux des deux hommes pour les obsèques coutumières, aujourd'hui. Tjibaou sera enterré à Hienghène et Yeiwene dans l'île de Mare.

Rocard peut compter sur le soutien de l'Union calédonienne (UC), à laquelle appartiennent Tjibaou et Yeiwene. Léopold Joredie, no 3 du FLNKS, représentera le mouvement indépendantiste au sein du comité consultatif à la place de Tjibaou. François Burck, du bureau politique de l'UC, a annoncé une réunion du comité directeur de l'union le 20 mai prochain pour désigner les successeurs des deux dirigeants assassinés.



Les trois principaux candidats: Gonzalo Sanchez de Lozada, Hugo Banzer et Jaime Paz Zamora.

PHOTO REUTER

Bolivie: le Congrès devra peut-être trancher

d'après Reuter et AFP
LA PAZ

Des élections nationales, visant à désigner un président, un vice-président et les 157 membres du Congrès, ont eu lieu hier en Bolivie pour la deuxième fois depuis le rétablissement d'un régime civil il y a sept ans.

Dix partis politiques se disputaient les faveurs de deux millions d'inscrits. Avec ses deux principaux adversaires, l'homme d'affaires millionnaire Gonzalo Sanchez de Lozada et Jaime Paz Zamora, candidat de centre-gauche, c'est l'ancien dictateur Hugo Banzer qui était donné favori dans les sondages.

Banzer, au pouvoir de 1971 à 1978, est candidat de l'Action démocratique nationaliste (conservateur).

On s'attendait cependant à ce qu'aucun des candidats ne franchisse la barre des 50 p. cent. La décision finale reviendrait alors au Congrès.

Ses membres (27 sénateurs et 130 députés), également élus hier, se réuniraient alors début août pour désigner l'un des trois candidats à la présidence ayant reçu le plus de suffrages. Le nouveau président prêterait serment le 6 août.

Aux présidentielles en 1985, Banzer, 63 ans, avait fait le meilleur score au premier tour (28,6 p. cent), mais il avait été battu au

Congrès par le président sortant Victor Paz Estenssoro. Il a réclamé hier matin, à la sortie du bureau du vote, que « la volonté populaire soit respectée ».

« Ce qui s'est passé en 1985 était une exception, et ne peut être tenu pour une règle, car on se moquerait systématiquement de la volonté populaire », a-t-il affirmé, applaudi par certains et hué par d'autres.

La plupart des candidats étaient d'accord sur les méthodes libérales à appliquer pour lutter contre la crise économique, ce qui a contribué à maintenir le calme pendant la campagne.

Sauf dans les environs des bureaux de vote, la capitale, La Paz, semblait désertée hier. La loi interdisait aux véhicules privés d'y circuler le jour du scrutin. Les transports interurbains et le trafic dans les aéroports étaient également suspendus pour la journée.

L'armée, qui a perpétré 180 coups d'État en 163 ans depuis l'accession de la Bolivie à l'indépendance, est retournée dans ses casernes en 1982.

Mais le gouvernement de gauche qui avait pris les commandes du pays avait dû convoquer des élections anticipées en 1985 en raison de difficultés économiques. De 24 4000 p. cent par an — record mondial en temps de paix — le taux d'inflation a été ramené depuis lors à environ 20 p. cent, au prix de lourds sacrifices.

Les bombardements aveugles sur Beyrouth ont repris

d'après Reuter et AFP
BEYROUTH

Sans attendre la mise en place du corps des observateurs de la Ligue arabe au Liban, Chedli Klibi, secrétaire général de la ligue, a demandé hier à Lakhdhah Ibrahim, son représentant personnel, de rejoindre immédiatement Beyrouth et Damas en raison des « tragiques et regrettables développements » intervenus dans la capitale libanaise durant le week-end.

Selon les radios libanaises, le commandant des observateurs arabes, Ali al-Moumen, un Koweïtien, devrait lui aussi arriver à Beyrouth au cours de la journée.

Les bombardements aveugles entre forces adverses se sont en effet poursuivis hier sur tous les quartiers de Beyrouth, ainsi que sur une cinquantaine d'agglomérations des environs, donnant ainsi le coup de grâce à la trêve obtenue par la Ligue arabe le 28 avril. Au moins quatre personnes ont été tuées et 30 autres blessées hier.

Selon des analystes politiques, cette reprise de bombardements est une tentative de la Syrie et de

ses alliés d'empêcher le déploiement de 312 observateurs de la Ligue arabe qui doivent superviser le cessez-le-feu. Par centaines, les Beyrouthins, de l'Est et de l'Ouest, ont fui la capitale.

Dès le petit jour, les musulmans embouteillaient la principale route côtière pour gagner en voiture la sécurité relative du Sud-Liban. Au cours de la nuit de samedi, 400 chrétiens s'étaient entassés sur de petits bateaux, dans le port de Jounieh, au nord de Beyrouth, pour rejoindre au large le ferry pour Chypre.

La France et l'URSS, deux pays membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, ont fait part hier de leur préoccupation face à la reprise des bombardements aveugles au Liban, qualifiant tous deux la situation d'intolérable. A Tunis, une réunion de mise au point des modalités pratiques de l'envoi de la mission d'observateurs a eu lieu hier. Lakhdhah Ibrahim a présenté un rapport sur la mission qu'il a effectuée la semaine dernière, à Beyrouth et Damas, en compagnie de Ahmad al-Jassem, du ministère koweïtien des Affaires étrangères.

DÉPÊCHES

CAMBODGE Appel au sommet de Pékin

■ À une semaine du sommet historique de Pékin, plusieurs centaines de résidents cambodgiens ont manifesté samedi devant le consulat d'URSS à Montréal pour demander à Mikhaïl Gorbatchev de profiter de ses entretiens avec Deng Xiaoping « pour dresser le cadre définitif du retour à la paix et à la réconciliation nationale au Cambodge ». Dans des résolutions adressées aux deux leaders, les manifestants ont réclamé « la fin du génocide du peuple khmer, le droit à la vie pour le Cambodge, le retrait de toutes les forces vietnamiennes et l'envoi de Casques bleus de l'ONU ».

CHINE Trêve estudiantine

■ Les étudiants chinois semblent prêts à suspendre leur mouvement pendant la visite en Chine, la semaine prochaine, de Mikhaïl Gorbatchev qu'ils considéraient

comme un modèle du réformisme. « Cette visite est trop importante pour notre pays. Nous sommes un mouvement patriotique et démocratique, et nous ne ferons rien qui puisse nuire à notre pays », a déclaré hier un étudiant de l'Université d'enseignement. « Nous nous réservons le droit de protester pendant la visite de Gorbatchev, mais notre but n'est pas de manifester pour manifester. Si le gouvernement est intelligent, il acceptera d'engager le dialogue avec nous car nos revendications sont raisonnables », a dit un autre étudiant.

IRAN Appui à Rafsanjani

■ Le président iranien Ali Khamenei a accordé son soutien hier, mais sans le nommer, au président du Majlis, Hashemi Rafsanjani, pour lui succéder, rapporte l'agence Irna. Rafsanjani, 55 ans, a fait scandale vendredi en appelant les Palestiniens à tuer

Moscou reproche à Cheney son manque de sérieux

d'après AFP et Reuter
NEW YORK

Dick Cheney, le secrétaire américain à la Défense, est revenu à la charge hier en déclarant que les États-Unis se devaient d'être « très prudents » sur l'avenir de leur relations avec l'URSS, mais le ministre soviétique des Affaires étrangères, Edouard Chevardnadze, rejetait ses réserves en estimant qu'elles étaient « incompétentes » et « manquaient de sérieux ».

Evoquant les doutes de Cheney sur la longévité de la politique de réformes de Mikhaïl Gorbatchev et ses propos sur son éventuel remplacement par un dirigeant moins amical envers l'Occident en cas d'échec de la perestroïka, Chevardnadze déclare en effet, dans sa première interview au magazine Time, que « le président George Bush comprend très bien la situation lorsqu'il dit que la perestroïka est un processus irréversible ».

« Nous n'avons pas d'alternative et la perestroïka réussira », affirme Chevardnadze.

Le ministre soviétique, qui tiendra dès mercredi à Moscou sa première réunion de travail avec le secrétaire d'État américain James Baker, a aussi rejeté l'idée que l'URSS cherche à diviser l'Alliance atlantique en tentant de persuader Bonn de pousser ses partenaires à des négociations sur les missiles nucléaires de courte portée.

« Nous n'avons absolument pas l'intention de tenter de creuser un fossé entre les alliés de l'OTAN », a-t-il dit. Mais nous avons une position de principe. Nous devons entamer des négociations sur la réduction et l'éventuelle élimination des missiles nucléaires tactiques ».

Les États-Unis, et la Grande-Bretagne, sont totalement opposés à de telles négociations, souhaitées par l'Allemagne de l'Ouest. « L'accent doit être mis sur les discussions en cours (à Vienne sur les forces conventionnelles) et non sur les forces nucléaires de courte portée », a encore rappelé hier Cheney, dans une interview au réseau de télévision ABC.

Tout en reconnaissant hier qu'« il y a clairement une effervescence populaire et de grands changements en cours » en URSS, Cheney a affirmé que les États-Unis ne pouvaient pas fonder leur stratégie nationale sur leur foi en la personne du no 1 soviétique, ou sur la longueur de sa survie au pouvoir.

« Nous devons fonder notre politique sur nos intérêts nationaux », a-t-il souligné. « Nous voulons profiter des possibilités qui existent : tenter de promouvoir un contrôle des armements, réduire le niveau de tension entre nos deux pays, mais la réalité, c'est qu'ils (les Soviétiques) maintiennent une supériorité conventionnelle écrasante en Europe et un arsenal stratégique massif dirigé sur les États-Unis ».

des Occidentaux. Il est considéré comme grand favori aux élections d'août prochain en Iran. « Le candidat que certains groupes ont désigné pour la présidence fait revivre en nous cet espoir : que notre nation aura un meilleur avenir », a déclaré Khamenei à l'occasion d'une prière à Téhéran.

POLOGNE Grève de mineurs

■ Les pourparlers étaient dans l'impasse hier, au troisième jour de l'occupation de quatre mines de cuivre du Sud-ouest de la Pologne par environ 20 000 grévistes. Mieczyslaw Wilszek, ministre de l'Industrie, a refusé de venir rencontrer les grévistes, qui ont cessé le travail pour forcer le gouvernement à respecter sa promesse d'augmenter leurs salaires, comme convenu dans le cadre des accords conclus entre les autorités et l'opposition. Cette grève a provoqué l'arrêt presque complet de l'extraction du cuivre en Pologne.

ESPACE COMMERCIAL, 180 CO

**ESPACE
À LOUER**
SECTEURS DE

**BUREAU
COMMER
INDUSTRI**

CENTRE-VILL
DORVAL
LACHINE
AV. DU PAR

18 BAIE D'URFE
ST-AMBROIS
(CANAL LA
COURTIERS PR

BUREAUX
Avec réception
services. 1200 A
Exécutive. 39
BUREAUX, 1-7 ou
900 pi. car. ou 2e
95 St-Sylvestre, S.
Longueuil. 679-12

CENTRE VILLE, de
car et plus, de 9h à 6h.
CENTRE
A LOUER
pres metro Place
reaux dans edifice
1,500 à 6,000 pl.
fapis mur à mur
s subdivises. Loyer
Mme C. Millik
CHERRIE, r-de-
pieces, 2 climatisat
bas, 2 air cond.

CLINIQUE Médicale
960 boul. Ste-Croix
professionnel, 467

COTE-DES-NEIGES
pi carres. Chauffage
stationnement inclus
minutes du centre

DORCHESTER PI
700 pi car, \$580

FACE METRO
BOUL. ST-J

aux courtiers
lexe Le Bo-
pi car, très
de construc-
bien), espa-
car: dispos-
aux, salle de
et/ou entre-
boutiques
ers à louer,
ier. Info M.

688-7
Entre 9h

LAVAL 1792 Concor, chouffe, 5083, 5099-3833.

LAVAL, bureau 10 509-3833.

LAVAL, coin boul. des, stationnement 950 pl. c. 6305 6305.

LAVAL, Ste-Rose,

**COMMERCES
À LOUER**

profession-
naires 2000
2522

**ENTRÉPÔTS
À LOUER**

RUE SHERBROOK
pi car, disponible
étage, bail brut, se-
stationnement inf.
tions lundi au ven.

**BUREAUX
A LOUER**

\$200 pl car,

527-8-88

SHERBROOKE-ST
metro, 600' car, 499'
125 pl. car, ch.

SOMERLED et Ca
ne, électrique, ch.
matise, 560 pl. car.
pl car. disponible

ST LEONARD: 4200
politain est, 2000 pl
dépanneur ou pat

TRANSACADIEN

ATION
REMAZIE,
 e, puits de
 ements, le

JOSEPH
Idéal pour
et salle de
M. Darius,
93

JOSEPH
ins, bureau
ue, chauffe,
ki, 7255-522-

500 pi cor.
tionnement

LUXUEUX.
urn. refait à
t. et clima-
00 à 10,000
". 842-3000

Micro, UQAM.
car. \$1500
486-2109

Amazie - St.
avec station-
bis 326-9782

Grasso, 2,000

tionnement
entre Boul.
Jean-Talon.
oi car., pres
e complete-
pi car. net.
nels de la
250 à 6500
el. 670-9247
attente, air

14 succursales
à travers le

Bureaux
main 700
pi. car.
seurs, clin
centrale,
hall d'entr

Info location

Gestion Pro
700

manise, los
selon vos
pi cor. 849-

IMMOBILIER

186 BUREAUX A LOUER

VIEUX-MONTREAL, bureaux ou boutiques, 1,587 pi car, bien situé, accès facile, alcatraz neuve, 499-1131.

VIEUX MTL sur St-Paul, près du Corré Jacques-Cartier, vue sur port, bureaux 2,200 pi car, divisibles, air climatisé, 999-2000.

188 MAGASINS A LOUER

A HUNTSVILLE, à 500 pi du métro Henri-Bourassa, 10801 Millen, 1100 pi car, idéal pour commerce, 681-7923.

A ST-LAURENT, Décoré, large vitrine, 14x19 avec sous, 740-4442.

BELANGER près Lacordaire, 750 pi car, chauffé, 254-5165.

BOUL. ST-MICHEL, 20x55, outillage, 1000 pi car, 273-2840.

343-9991, voir.

CENTRE KIRKLAND

Joignez-vous à St-Hubert B.Q. Dunkin Donuts, etc. 800 à 2,000 pi car.

MA BAIE INC. 494-9140

DESORMEAUX et Sherbrooke, à compter de 350 pi car, tous usages, rez-de-chaussée, avec stationnement, idéal pour professionnel ou magasin, 351-5155, voir.

JEAN-TALON près Pike 1X, face centre boulevard, 3025 car, 1er étage, 89. M. Lazon 721-8393/1140.

LAVAL, LE SHOPPING MODE Nouveau mall Int. Joignez-vous à nos 30 commerces, 682-3338.

LOCAL libre de 1,250 pi car, 2705 Legendre est. Int. 329-3099.

MAGASINS et bureaux à louer, nouveau centre d'affaires, 4000 St-Denis, 324-4735.

MAIL FERME WOOLCO, PROVIGO, ETC. Espace pour magasins de sport, vêtements, de jeans, électronique, etc. TERMES DE BAIE EXCEPTIONNELLE.

364-4550

P.A.T. 2,000 pi car. Loyer raisonnable. 661-8802 ou 376-0335

POINTE-CLAIRE/SOURCES ENTRE 40 et 20 NOUVEAU COMPLEXE: pharmacie, charcuterie, magasin de meubles, quincaillerie, etc. A partir de 975 pi car. Occupation immédiate. MA BAIE INC. 494-9140

QUEEN MARY 4749 MAGASIN à louer, location de choix, 2000 pi car, 273-2840.

REPENTIGNY: Charbonnages, bureaux et magasins, air, autobus 3 mois gratuits. Info 654-1161.

RUE STE-CATHERINE Centre ville entre De Lamontagne et Crémieux, 1000-2000 pi car, c.d.e. ou m.e., 1000-2000 pi car, 273-2840.

ST-LEONARD, 5901 Jean-Talon E., 1000 à 2000 p.c. 253-6633, 259-7229

TERRERONNE, 2 locaux 900 pi car, ou 1 local 1,800 pi car, nouveau centre d'affaires moderne, localité de choix à Terrebonne, 871 et 873 rue Chartrand, Terrebonne, 125 pi car, net. Jour 323-2397, soir 648-0171

188 MAGASINS A LOUER

À LOUER
601, rue Bériault
Parc Industriel, Longueuil
3000 p.c. à 40000 p.c.

Locaux autonomes
Plafond 21' de hauteur
Quai de chargement
Disponible immédiatement
Près de tous les services
Stationnement

S. Deery 731-7361

Cytren
Courtiers Protégés 1184/15 8-188

MAGASINS À LOUER

AVIS IMPORTANT

L'Article II de la Charte des droits et libertés de la personne déclare que:

«NUL NE PEUT DIFFUSER, PUBLIER OU EXPOSER EN PUBLIC UN AVIS, UN SYMBOLE OU UN SIGNE COMPORTANT DISCRIMINATION NI DONNER UNE AUTORISATION À CET EFFET.»

Les postes offerts dans les annonces, paraissant dans les colonnes d'offres d'emploi, s'adressent également aux hommes et aux femmes

PRINTemps 89

• Nouveau nom
• Nouvelle allure

Rénovations majeures

1182778 8-188

340-1400

VIMONT Laval, de 750 pi à 2,000 pi. Loyer raisonnable. 661-8802 ou 376-0335

WELLINGTON, 1,100 pi car, plus 500. 737-2304

192 A LOUER DIVERS

ECURIE avec manège, 23 box, près anneau de course et trot, ring extérieur, 1,000/mois. 654-6498.

MARCHANDISES ET SERVICES

202 MOBILIERS, ARTICLES DE MÊGE

ARMOIRES murales, portes vitrées, bar, cuisinière 20" amande, 3 ans, Humidifactor, 252-8377.

AVIS AUX CONSOMMATEURS
Meubles de manufacture à prix de gros, 351-7079 A. Tessier Ltee.

CA VAUT LE DETOUR
Poêles, réfrigérateurs, spécial lavasses, sècheuses, 2250, + sofa-lits, meubles usagés. Très propre. Ameublement 3-5-5.

ACHAT - VENTE - VENTE
ENSEMBLE de chambre pour enfant, amande, 7 pièces, 3 ans d'usage, bon état, 600\$, 485-7328.

FUTON MANUFACTURER
Prix imbattable, n'hésitez pas. Les Gents du Futon, 273-2816.

LIT D'EAU deluxe 1 on d'usage, excellent état, 600\$, 485-7328.

MEUBLES DE MANUFACTURE
Style futuriste moderne canadienne, 351-7079 A. Tessier Ltee.

MOBILIER de salon, 5 mcs, 2 jolis "stores", 2 lits d'eau motif flus, 1 table antique, idéal pour chaise d'appoint, 848-9989.

VENTE de déménagement
Jusqu'à 50% de réduction: matelas, sets de chambre, lits d'eau, livres, cadres. Appelez Richard: 735-3449.

ACHETONS appareils électroménagers, 351-5371.

ACHETONS électroménagers. Chez vous rapidement 270-2290.

AMEUBLEMENT comme neuf. Appareils ménagers remis à neuf, garantie 1 an, super propres, cartes acceptées, 480-4958.

FOYER DES AUBAINES
Vente poêle, réfrigérateur, laveuse, sècheuse. Usagés. 4707 St-Laurent, 272-1127 ou 272-1128.

HOTPOINT 3 appareils électroménagers, 2 mois d'usage, 2,800\$. Marie: 931-5888 ou 872-0409.

PLUS DE 500 APPAREILS
usagés reconditionnés. Jusqu'à 1 on garantie. Poêles, frigos, lav., sicc., comp. 387-0501.

REFRIGÉRATEUR 18 pi car, Poêle Hot Point 3 ans, 1000\$. 461-1470.

ACHAT, vente, échange, réparation
TV, audio, vidéo, micro-onde, ordinateur, (Nimendo), M.P.E. Electronique, 634-8244.

ACHETONS tout équipement photographique. Aussi échange et réparation. N.D.G. Photo, 1108 De Maisonneuve O., 844-1756.

209 IMPRIMERIE

PRESSE ABOCIX 10X15 avec compact, camera 3M plaque 6000, 10X15, prix à discuter, 670-1856.

210 INSTRUMENTS DE MUSIQUE

CONSERVATOIRE DE MUSIQUE
Liquidation de pianos utilisés dans les salles de cours. 495-2345.

PIANO Nordheimer à queue. Prix à discuter. Particulier. 482-3398.

PIANO Yamaha presque neuf, 2,900\$. 1-819-265-3839.

VIBRAPHONE Bergerault, en excellent état, 2000\$ 663-4120.

212 MACHINERIE, OUTILS

COMPRESSEUR Joy, 900CFM "B", 125 heures d'usage, 1-819-539-4448.

FILTRE électronique pour atelier de soudure, capacité 12,000 CFM, état neuf, très bon prix. 327-9481, soir 843-1934.

213 EFFETS DE BUREAUX, MAGASINS, RESTAURANTS

A. A. RICHARD BERTRAND INC.
équipement de restaurant usagé et neuf. Avec garantie. Vente et achat. 727-3777.

A QUI LA CHANCE! Fermière de bureau, tout doit être vendu, occasion d'achat, meubles et accessoires. 497-4728.

ACHAT ET VENTE
Équipement de restaurant usagé, reconditionné, 335-1133 L.P. Inc. FINANCEMENT DISPONIBLE.

ACHAT, vente, équipement restaurant, dépanneur, fruits, 488-4958.

ACHAT - VENTE, LOCATION, AMEUBLEMENTS
BUREAUX, MAGASINS, NEUFS OU USAGÉS. GROS ET DÉTAIL. 849-7184.

ALIMEX INC 522-5700
ACHAT - VENTE
Équipements neufs et usagés
Spécialistes chaises et tables
4425 Denison Mtl.

ALTERA VOUS OFFRE le meilleur achat Bureaux, chaises, classeurs, etc., Neuf et usagés 336-0257.

AMEUBLEMENT de bureau usagé, vente, 445-6255.

AMEUBLEMENTS DE BUREAU
DELTA INC. Neuf, usagé, vente, location, achat. 874-0611.

DACTYLO, vente, location, IBM, etc. 274-8442, 274-8121.

DACTYLOS 550 ET + électriques, CFT, 383-8330.

EQUIPEMENT de restaurant à vendre. 688-7310.

FOURS à convection Dayon, poêle à bois, comp. 1-773-7733.

FRIGIDAIRE commercial vitré, 3 portes, avec compresseur, 1200\$. Carmen 727-2327.

213 EFFETS DE BUREAUX, MAGASINS, RESTAURANTS

TERMINAL
TELEX A VENDRE

TELEMODE 51,000.
VALEUR A NEUF 51,000.
PRIX DÉMARRÉ 570\$.

Téléphone: 671-638-1960

214 EQUIPEMENTS COMMERCIAUX

A VENDRE, 2 machines à glacer ADVANCE 35 26" et 38" reconditionnées, 747-9294.

AMEUBLEMENT de cuisine complet. 455-8833, 452-9944.

EQUIPEMENTS d'esthétique et électrolyse. Vente à rabais, jusqu'à 50%. 7 et 8 mai, 383-7000.

FAIS comptoirs, tables, vitres, mélamine. Ducharme Inc. 524-3122.

SYSTEME téléphone Vantage 8, avec appareil pour balance des termes contractuels avec Bell. 128-405 avec service. 397-1347.

217 LE COIN DE L'ORDINATEUR

A. A. INFOCARREFOUR
XT-12 MHz, complet CGA 329 5499
SPECIAL: disque dur 40 MD 5429
SPECIAL: carte AT 599
386, 20MHz + compatible 052
SPECIAL: 286-20MHz, 0 WS 11695
PRIX IMBATTABLES sur Novell et équipement pour réseaux
CONSULTEZ PROGYSTYL
8632 A rue St-Denis - 381-4044

A. A. INFOMONTREAL
XT Turbo 12MHz 640K 6439
XT AT 386 640K 1825
AT 286-12MHz 640K 1999
386-20MHz 1 Mhz 1999
Disque Panasonic, multi-fonctions
Carte graphique, moniteur, clavier
Incluent les manuels
SPECIAL DISQUE DUR, E.G.I.
2341 Ste-Catherine est, 324-7771

MICROBIT 2000
IBM AT-286, 386 compatible, imprimantes, livres, logiciels, etc.
19 Concord St, Laval 662-1178

CLINIQUE du PC
SPECIAL DE LA SEMAINE:
COMMOORE 640K, 18 logiciels, manuel français.
Disque dur 40 Meg 40 Miliseconde, externe pour MAC 899\$.

Spécialiste en réparation d'ordinateurs. Réparons sur place à domicile. Installation de réseaux. SYSTEME COMPATIBLE IBM A PARTIR DE 179\$.

Peripherals pour Macintosh, moniteurs, logiciels, disques durs, Fax et autres.

ARIEL TECHNOLOGIES INC.
227-3347 de 9h à 17h

ACHAT / VENTE / ECHANGE
AMIGA - ATARI - APPLE - MAC
PROGENI INC. 745-3123
995 DECARIE

217 LE COIN DE L'ORDINATEUR

SPECIAL
IBM PS2
modèle 30-286

1975\$

modèle 30-E21

2495\$

modèle 502-031

3195\$

HP LASER II
avec toner

Appelz maintenant:
(514) 878-9188, local 25

1055, CÔTE DU BEAVER HALL,
MONTREAL (QUEBEC) H2Z 155

INTERNATIONAL 1183703 8217

217 LE COIN DE L'ORDINATEUR

ORDINATEUR Apple compatible, RX-8800, 64K, avec moniteur, imprimante, 10X15, disque dur, carte 286 + CPU, disquette et livre, le tout 999.95\$. 366-1436.

PHILIPS NMS 900 compatible IBM XT 51500. 721-2480.

REPARATION 18.50 heure ESTIMATION GRATUITE Ordinateurs, LOGISER 383-8330

REPARATIONS D'ORDINATEURS
PROGENI INC. - 745-3123

SYSTEME PLUS INFORMATIQUE
XT, 12 MHz-Moniteur et 20 MEG, 1,215\$

XT, 12 MHz-Moniteur et 40 MEG, 1,395\$

Grand choix d'autres systèmes 1735 St-Hubert, 274-3338

222 ANIMAUX

ATTENTION références d'acheteurs particuliers (plus de 100 races), 30 ans d'expérience. Centre de Coordination 388-7933.

BOUVIER DES FLANDRES
418-873-4438

BRACQUE allemand, mâle, 1 an, en ligne champion, bon prix. S. Silva, 388-1094.

BRACQUE ALLEMAND chien, vacciné, labrador, 474-4888.

CHIENS variés, 500 et plus, chats, chiens et autres. 652-2301.

CHIOTS Lhasa et Shitzu. Jour: 1-373-2594, soir: 1-371-8886.

EPAGNEULS Cocker américain, chiots sur race, enr. 452-9780.

GOLDEN 4 sem. vaccinés, labrador, enr. ligne de champions en conformation et obéissance, dyadole garantie, (1-514) 742-8360.

LABRADOR chiots, blonds, pure race, enregistrés, 260\$. 1-299-2190.

MINI Shaggy (Bengal), pure, vaccinés, dressés. B.L. Enr. 354-7997.

SERVICE de placement pour animaux, achat, vente 323-4379.

S CHOW-CHOW pour élevage, aubaine et enclos 1x20. 439-6880.

223 MATERIAUX DE CONSTRUCTION

AUBAINE Porte d'acier de 118.95 à 519.95, porte-alu 3" thermo 545\$, fenêtres 50\$ à 243\$ 50\$, porte-fermeture 3.99\$, revêtement vinyle 50.55\$/pi car, revêtement aluminium 50.54\$/pi car, suite de vitres 50.54\$/pi car, suite de vitres 50.54\$/pi car, 741-1995, 653-2343, 253-4844, 749-1725, 483-1547.

A1, LIQUIDATION
aluminium isolé 50.92\$/pi car, suite aluminium 1255 boite, Portes bois 4 saisons 1 3/4" 49\$. Fenêtres coulissantes 394 +. Portes acier 139\$. P.P.E. 254-6112.

CLOTURES d'acier, grillages, poteaux, barrières, résidentiel et industriel, 4 à 8 pi de haut, 728-3637.

MARBRE travertine vendre, pièces de 3", résidentiel de construction de formes, offres, offre raisonnable acceptée. Demander Roger 642-6891.

ACHETONS COMPACT
GRAVURES ICART, tableaux canadiens et européens
Bijoux, or, argent, sterling
Liquide, Gold, Daim, etc.
Statues bronzes et marbre
Successions complètes
ANTIQUES GUY, 225 GUY 735-3400

ACHAT ANTIQUES
de toutes sortes. 453-6301, 483-2382

ACHETONS objets divers des années 1900 à 1950. 384-9179.

ACHETONS ANTIQUES
PAYONS BONS PRIX. 325-8772

COUTELLERIE Hemley 1902, 135 morceaux, coffret en chêne original, soir 381-9749, jour 325-4000.

SET de salle à manger en bon état, bon prix. 273-8351, 741-6439.

SET simon, en pin, 7 marc. approx. 100 ans, 2,000\$. 1-722-1815.

VIENNE chapelle à vendre (Cantons de l'est) pouvant être transformée en une très belle maison, 672-5717.

ACHAT DE LA cave ou grenier
271-9077

ACHETE LIVRES D'ART
PEINTURES CANADIENNES DE QUALITE. Int. 479-8143

ACHETONS meubles, salons, chaises, tables, etc., style can. et objets d'art. 731-0672.

ACHETONS comptoir, réfrigérateur, C. Bourgeois 336-7123

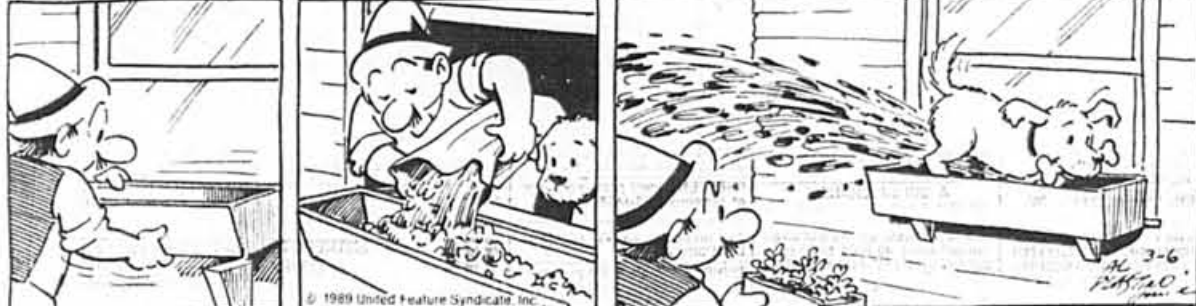
MEILLEUR PRIX pour poêle, réfrigérateur, laveuse, sècheuse et meubles de qualité. 255-5967

ARC Browning, tourne disque Dual, percuse Metabo, divan-lit 1250, meuble tv, lustres. 646-7797

STOCK animaux en peluche, 744-6080.

LA PETITE PRESSE

FERDINAND



LE PENSE-BÊTE



LA DÉVEINE



FRID BASSET



CE CHER GUY!



CANDIDE



LA FERME À GASTON



GARFIELD



HAGAR DUNOR LE VIKING



PHILOMÈNE



PEANUTS





RACE OVER
 DEZ DE TOUT
95\$
 • 2 lignes d'annonce 4 jours consécutifs (5.50\$ par ligne supplémentaire).
5-7111
 a Presse
 sans frais: 1-800-361-5013

300 **BUREAUX**

SECRETAIRE
 de compagnie dans le secteur de l'équipement de soins médicaux et pharmaceutiques cherche une secrétaire parfaitement bilingue, avec un sens poussé de l'organisation et de la communication. Une personne capable de travailler sous pression, possédant steno et une aptitude à l'écriture. Salaire de 17.500, à négocier. Pour plus d'infos, contactez : M. J. Crescent, 3, Ville d'Anjou, H1J 1A1.

SECRETAIRE avec expérience en relation (demandes), bilingue, 6 mois d'expérience min., rémunérant sur note David. 445-0550.

SECRETAIRE - comptable pour bureau de Courtville. Idéal pour l'organisation au travail. Un peu d'expérience souhaitée. 256-7191. Pour des infos 333-7899 ou 356-791.

SECRETAIRE bilingue préférable, sténographe, capable pour rémunération. 374-9732.

SECRETAIRE
 steno anglaise et française, une connaissance de grammair-phonétique et d'orthographe. Centre ville de Mtl. Me. Lussier, 881-0772.

310 **BUREAUX**

UNE COMPAGNIE bien établie à la recherche d'un com-
 comptable, pour s'occuper
 comptes payables et des salaires sur système informatique. Le plus expérimenté et l'expérience dans le domaine de l'industrie de la construction serait un atout. Veuillez parvenir votre c.v. à : Doug J. Baird c/o, 288 Ave. Du bureau 207, Dorval H9S 3H4.

316 **ASSURANCE**

AGENT, 2 ans d'expérience
 "prospects en main". Gr. Expérience, 661-5280, 321-2458. Pelletier. Pour rendez-vous.

COURTIER D'ASSURANCE
 cherche souscripteur(s) d'expérience d'au moins trois ans en assurance auto et résidentiel. Soit une session d'entretien d'expérience. J. Desautels, 384-4000.

COURTIER D'ASSURANCE
 Nord cherche personne motivée bilingue ayant du moins 3 ans d'expérience en assurance auto habitation, décès, furtivité, vol, incendie à la souscription. 327-8800.

[illegible]

NEURISSE de livres avec
au moins 5 ans d'expérience,
une connaissance de l'ordina-
risme bilingue, excellent
compétence de travail, salaire
à l'expérience. Appeler Penny
321-1154

NEURISSE de livres avec ex-
périence administrative, connais-
sance du système informatique
et une aptitude à la prise de
décisions financières. Salaire
à l'expérience. Adressez votre
CV au 405 DesCroses, Mt. Royal,
Québec H3T 2N6

NEURISSE bureau de Dorval recher-
chant une personne bilingue, temps plein
à l'expérience en comp-
tabilité, docteur et travail général
bureau. 631-2512.

Un trafiquant de drogue chef d'une secte a été tué sur son ordre

Reuter
MEXICO

■ Le chef d'une secte satanique

impliquée dans un trafic de drogue et le meurtre rituel de 15 personnes, a été tué sur ses propres ordres par l'un de ses disciples, a annoncé la police hier.

Adolfo de Jesus Constanzo, 27 ans, appelé le « parrain » par ses fidèles, a donné l'ordre qu'on l'abatte après avoir été découvert samedi par la police dans un ap-

partement de Mexico, a déclaré le substitut du procureur général, Abraham Polo Uzcanga.

C'est le meurtrier lui-même, Alvaro de Leon, 22 ans, qui a reconnu au cours d'une conférence de presse avoir tué son chef avec une mitraillette.

« Constanzo préférait mourir que de tomber aux mains de la police et il m'a donné l'ordre de le tuer. Je ne voulais pas, a-t-il dit,

mais il m'a dit qu'il allait souffrir en enfer si je ne le faisais pas ».

Il a ajouté avoir tué le garde du corps de Constanzo, Martin Quintana, également sur l'ordre de son chef.

La police a présenté lors de la conférence de presse divers objets de culte vaudou saisis au cours de l'opération: bougies, sabres, robes noires, crânes en cire, etc.

Constanzo, 27 ans, était recherché par la police depuis la décou-

verte, le 12 avril, de quinze cadavres mutilés enterrés dans un ranch de Matamoros, près de la frontière avec le Texas. Au moins un étudiant américain figure parmi les victimes.

Outre de Leon, la police a capturé, après une fusillade de trois quarts d'heure, quatre autres trafiquants de drogue, dont Sara Villalreal Aldrete, 24 ans, qui aurait dirigé les cérémonies de magie noire avec Constanzo.

Consommateurs, lorsque vous magasinez RECHERCHER CE LOGO

Symbole de confiance.



LE PRIX DU MEILLEUR COMMERCE est accordé aux établissements d'affaires à la suite d'un sondage auprès des consommateurs du grand Montréal réalisé par la firme RÉALITÉS CANADIENNES

Pour informations: (514) 284-1221

CALGARY • EDMONTON • VANCOUVER

UNE LISTE PARTIELLE DES GAGNANTS DU PRIX DU MEILLEUR COMMERCE POUR 1989: (Or-O. Argent-A. Bronze-B) CONSERVEZ CETTE LISTE SOUS LA MAIN COMME GUIDE D'ACHAT.

SERVICES AUX ENTREPRISES

LE CLAN PANNETON Deménageur commercial (O)
COPIE EXPRESS Service de photocopie et reprographie (O)
DRAKE OFFICE OVERLOAD Agence de placements temporaires (O)
FOURNITURES DE BUREAU Magasin de meubles de bureau (A)
BUREAU DENIS Fournitures de bureau (A)
NATIONAL PAGETTE Service de système Téléviseur (O)
STARBER INTERNATIONAL INC. Courtier en douane (O)
TAS COMMUNICATIONS Service d'appels téléphoniques (O)
TELEPUBLIC Service de fax et de télex (A)

GÉNÉRAL / SERVICES

CHATEL VOTRE NETTOYEUR Service de nettoyage à sec (A)
LE CLAN PANNETON Deménageur (O)
ECOLE DE CONDUITE TECNIC École de conduite (O)
ECOLE DE DANSE LOUISE LAPIERRE École de danse (O)
LPS École de langues (A)
TOURBEC Agence de voyages (B)

AUTOMOBILE

ALIGNEMENT BOUCHARD Centre d'alignement de roues (O)
BLONDIN MAZDA Concessionnaire Mazda (O)
CLIMA-TECH Vente et entretien de systèmes de climatisation (O)
DELISLE AUTO LTÉE Concessionnaire Mazda (O)
FAIRVIEW LINCOLN MERCURY Conc. Lincoln Mercury (O)
FAIRVIEW TOYOTA Concessionnaire Toyota (O)
GARANTIE UNIVERSELLE Cie de garantie d'automobiles (O)
LE CARTIER JEEP EAGLE INC. Concessionnaire Jeep Eagle (O)
LE CIRCUIT LINCOLN MERCURY Conc. Ford Lincoln Mercury (O)
LONBARDI AUTOS LTÉE Concessionnaire Honda (O)
GARANTIE MÉTROPOLITAINE Cie de garantie d'automobiles (A)
MIDAS Centre de silencieux (O) Service de freins (O)
MODEL AUTO INC. Concessionnaire Nissan (O)
PARK AVENUE CHEV/OLDS/CADILLAC Conc. Cadillac (O)
PETRO CANADA Garage de réparation (A) Station d'essence (O)
PONY DE MONTREAL Concessionnaire Hyundai (O)
SERVICE DE PNEUS SALOIS Dist. de pneus d'automobiles (O)
SIGNAL FORD (1982) INC. Concessionnaire de camions (A)
TRANSCAT INC. Centre de transmission d'automobile (O)

DÉTAILLANTS

ALDO Magasin de soutiers à la mode (O)
BEBÉ-RAMA Magasin d'accessoires & meubles pour bébés (O)
BOUTIQUE JACOB Boutique de vêtements à la mode pour dames (O)
CLASSEY Tenue de gala (O)
DUC DE LORRAINE Pâtisserie et boulangerie (A)
F. FARHAT Opticien (O)
FRUITERIE MONT CARMEL Magasin de fruits et de légumes (A)
GREICHE & SCAFF Optométriste (O)
GRIZZLY FOURRURES Magasin de fourrures (A)
LA CABINE TÉLÉPHONIQUE Magasin de téléphones (A)
LES ENTR. UNION ELECTRIQUE Magasin de fixateurs électriques (O)
LINEN CHEST Mag. de draperies, access. de chambre à coucher (O)
L'UOMO MODA Boutique de vêtements de luxe pour hommes (A)
VALIQUETTE LTÉE Vendeur de tapis et prélat (O)
VERTI STORE Magasin de toiles et stores (O)
WALDMAN (La Poissonnerie) Mag. de poissons et fruits de mer (O)
ZELLERS INC. Grand magasin à escomptes (O)

RÉNOVATION / CONSTRUCTION

ARMOIRES MIRABEL Fabricant d'armoires de cuisine (O)
ECHAFAUDAGES DU-FOR Entrepreneur d'échafaudage (O)
COUVREUR VERDUN Entrepreneur de toitures (A)
CUISSI BOUTIQUE MKS Fabricant d'armoires de cuisine (A)
IMPORTATIONS CIOT Distributeur de marbre (O)
LAFLEUR & FILS INC. Vendeur de portes de garage (O)
RAVARY LE COLOSSE Magasin d'outils et de machines (O)
TREV Vendeur de piscines (A)

AMUSEMENTS / RESTAURANTS

AU VIEUX DULUTH Restaurant grec fine cuisine (O)
BILL WONG Restaurant chinois (O)
CASA GRECQUE Restaurant grec (O)
CLUB METROPOLIS Club de nuit (O)
DESJARDINS Restaurant de fruits de mer fine cuisine (O)
HOUSE OF WONG Restaurant chinois (B)
JOE'S STEAKHOUSE Restaurant steakhouse (A)
LE VIEUX PECHEUR Restaurant de fruits de mer (A)
PIZZA MELLA Pizzeria (A)
TIKI DORE Restaurant chinois (A)

DÉC CONSERVEZ • DÉCOUPEZ & CONSERVEZ

6 jours par semaine pour économiser chez Pascal!

* DÉCOUPEZ ET CONSERVEZ CETTE ANNONCE! UN SUPER SPÉCIAL DE CE LUNDI 8 MAI À SAMEDI 13 MAI

LUNDI 8 MAI...

Solde

5 cintres en plastique tubulaire

Choix de gris, amande, blanc ou rose. No 25005. Notre prix 1.49

77¢ l'ens.

ECONOMISEZ PLUS DE **45%**

2400 ensembles assortis disponibles pour la chaîne

CE SPÉCIAL N'EST VALIDE QUE LUNDI LE 8 MAI 1989

MARDI 9 MAI...

Solde

Veilleuse automatique

S'allume automatiquement la nuit. No 0160039. Notre prix 5.95

3.99 ch.

ECONOMISEZ PLUS DE **30%**

500 unités disponibles pour la chaîne

CE SPÉCIAL N'EST VALIDE QUE MARDI LE 9 MAI 1989

MERCREDI 10 MAI...

Solde

Rouleau de papier-cache

Rouleau pratique de 24 mm x 35m. No 0721506. Notre prix 1.25

88¢ le rouleau

ECONOMISEZ PLUS DE **25%**

2000 rouleaux disponibles pour la chaîne

CE SPÉCIAL N'EST VALIDE QUE MERCREDI LE 10 MAI 1989

JEUDI 11 MAI...

Solde

Sacs géants pour le jardin

Sacs résistants de 30 x 48". Pqt. de 5. No 0207657. Notre prix 1.79

99¢ le pqt.

ECONOMISEZ PLUS DE **40%**

1200 paquets disponibles pour la chaîne

CE SPÉCIAL N'EST VALIDE QUE JEUDI LE 11 MAI 1989

VENREDI 12 MAI...

Solde

Graines de gazon

Graines "Val-U-Green". Sac de 1 kg. No 4056558. Notre prix 5.49

3.49 le sac

ECONOMISEZ PLUS DE **35%**

500 sacs disponibles pour la chaîne

CE SPÉCIAL N'EST VALIDE QUE VENDREDI LE 12 MAI 1989

SAMEDI 13 MAI...

Solde

Papier hygiénique Cottonelle®

1 épaisseur, 8 rouleaux par paquet. No 1155059. Notre prix 3.99

2.99 le pqt.

ECONOMISEZ PLUS DE **25%**

5000 paquets disponibles pour la chaîne

CE SPÉCIAL N'EST VALIDE QUE SAMEDI LE 13 MAI 1989

PASCAL
L'UNIVERS DU RENOUVEAU PASCAL

CENTRES COMMERCIAUX

• Place Versailles — 7275 est, rue Sherbrooke.....353-1150
• Boulevard — 4250 est, rue Jean-Talon.....722-4681
• Galeries Normandie — 2670 boul. de Salaberry.....334-6311
• Les Jardins Dorval — 400 av. Dorval.....631-4291
• Fairview Pointe-Claire — 6728 Trans-Canada.....695-6655
• Greenfield Park — 4733 boul. Taschereau.....672-1771
• Le Carrefour Laval — 3055 boul. Carrefour.....687-1220

• Carrefour Angrignon — 7075 boul. Newman.....364-4442
• La Place Vertu — 3305 Côte Vertu.....745-4220
MAGASINS
• 6825 Côte des Neiges.....735-2534
• 301 ouest, rue St-Antoine.....878-5574
• 5742 av. du Parc.....878-5600
• 4833 ouest, rue Sherbrooke.....878-5605
• 4050 Wellington, Verdun.....878-5611

"Notre prix" indique notre prix de tous les jours. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités.

DÉCOUPEZ & CONSERVEZ • DÉCOUPEZ & CONSERVEZ

DÉCORS CHOISIS

15% à 25% DE RABAIS SUR LE PRIX ORDINAIRE

Découvrez plus de 60 ensembles pour la salle à manger et la chambre à coucher.



NOUS AVONS FAIT PLACE À PLUS DE 60 MOBILIERS DE SALLE À MANGER ET DE CHAMBRE À COUCHER. VENEZ CHOISIR VOTRE NOUVEAU DÉCOR!

Voilà une occasion que vous ne devez pas laisser passer! Nous avons un tel assortiment de meubles contemporains, traditionnels et rustiques, que vous trouverez sûrement ce que vous cherchez! De plus, nous avons ce qu'il vous faut pour la chambre à coucher de vos jeunes.

Salle à manger, 7 pièces.
Ord. 2119\$ à 8049\$
Solde 1699\$ à 6799\$ ch.
Chambre à coucher, 4 pièces.
Ord. 899\$ à 4250\$
Solde 739\$ à 3399\$ ch.
Meubles, rayon 507

CENTRE-VILLE DE MONTRÉAL SEULEMENT
Veuillez aller de 6 à 8 semaines pour la livraison des commandes spéciales.



SATISFACTION GARANTIE. ON PEUT S'Y FIER!

la Saie

Les communautés



PHOTO PAUL-HENRI TALBOT, La Presse

Les épreuves de la famille monoparentale chez les réfugiées et immigrantes



LILY TASSO

Pour une immigrante ou une réfugiée mère de famille monoparentale, c'est la distance qui l'amène bien souvent à ce statut qu'elle

n'envisageait sûrement pas en changeant d'horizons. Éloignement physique des conjoints dans certains cas, mais aussi et surtout écart face à une société et à une situation nouvelles, insoupçonnées.

«J'ai débarqué au Québec il y a 18 ans, parrainée par mon mari et je vivais dans une sorte de dépendance psychologique. En Italie, je jouissais d'une certaine autonomie financière grâce à mon métier de tricoteuse. Ici je dépendais de mon mari pour tout, des courses à la banque à l'achat du pain car je ne parlais pas encore le français», se souvient Aoura Bizzarri que son homme menaçait de renvoyer en Italie le jour où il ne s'entendrait pas avec elle.

Quatre mères de familles monoparentales issues de milieux géographiques et culturels différents: de gauche à droite, Celina Hasbun, Blas Genao, Aoura Bizzarri et Homa Monfared.

Non seulement l'a-t-elle mis à la porte elle-même, partageant avec lui la garde et les dépenses de leur fille aujourd'hui âgée de 13 ans, mais elle est entrée de plain-pied dans la lutte pour la défense des femmes avant de fonder, en 1983, le Collectif des femmes immigrantes. Elle vient tout juste d'être élue Femme de l'Année au Salon de la Femme 1989 pour son action humanitaire et sociale.

Autres témoignages

Celina Hasbun, une jeune femme de descendance palestinienne, arrivée du Salvador il y a cinq ans, rapporte de son côté que si elle était encore au Salvador, son mari ne l'aurait sans doute pas quittée pour une autre femme «à cause des pressions familiales, sociales et économiques, et qu'il serait resté pour l'enfant». Tout en faisant remarquer que, pour le problème de la subsistance, «ici, même quand on vit de l'aide sociale, on a de quoi manger».

Pendant que sa fillette de quatre ans est à la garderie, elle fait du bénévolat «à plein temps» pour l'Association des femmes salvadoriennes et centre-américaines. De plus, elle profite du programme de retour aux études des chefs de familles monoparentales en étudiant à l'université Concordia depuis deux ans, dans le but de devenir travailleuse sociale.

Pour sa part, Blas Genao raconte qu'elle s'est privée d'aller au cégep en rencontrant un compatriote dominicain qui devait devenir son mari et le père de son fils. «Tous les week-ends, il sortait avec ses amis latino-américains et me laissait seule. J'ai fini par le mettre dehors. Je ne le regrette pas, mais je regrette l'absence d'un homme à la maison», confie-t-elle. Elle est arrivée de la République Dominicaine quand elle n'avait que six ans. Elle en a 20 aujourd'hui et berce dans ses bras un bébé d'un an.

Hardiesse et détermination

L'histoire de Homa Monfared en est une de hardiesse et de détermination. Devant les difficultés de la vie en Iran et bien qu'enceinte de son troisième enfant, elle prend le risque de partir sans son mari, un ingénieur, qui promet de la rejoindre.

Quelques mois plus tard, elle débarque à Mirabel en 1987 avec ses deux aînés, munie d'un faux passeport américain payé entre \$4 000 et \$5 000, et réclame le statut de réfugiée. On l'installe avec ses petits à l'hôtel Europa. «Deux jours plus tard, j'accouchais en laissant mes enfants aux soins d'un couple d'ingénieurs iraniens rencontrés dans l'avion qui venaient déjà à quatre dans une seule pièce. Un agent de l'Immigration m'avait envoyée en taxi à l'hôpital Saint-Luc où est née ma petite Melina», se souvient-elle.

Son mari a essayé de la rejoindre, mais après avoir passé deux ou trois mois à Delhi, il était retourné en Iran. Forte d'avoir étudié la haute couture durant trois ans à Paris, elle souhaite entreprendre ici une carrière dans ce domaine.

Joies de la maternité

À l'instar des trois autres femmes issues de milieux géographiques et culturels différents, cette Iranienne s'est soumise au double effort d'adaptation qu'appellent un pays nouveau et une vie familiale inaccoutumée. Mais les efforts de chacune d'elles sont compensés pour ainsi dire par les joies de la maternité, multiples et variées à souhait dans leur expression.

Aoura Bizzarri les résume bien sans doute en reconnaissant que ce qui compte le plus pour elle, c'est d'avoir mis au monde un enfant. «Ma fille est mon chef-d'œuvre», proclame-t-elle à la veille de la Fête des Mères, avec son tempérament de «Mamma italiana». Et d'ajouter avec autant d'aplomb: «J'aurais aimé avoir un autre enfant. Si j'avais les moyens, je le ferais tout de suite!»

LE MARDI 9 MAI, JOUR DES

65

ANS ET PLUS

UNE JOURNÉE SPÉCIALE

UN RABAIS DE 15% POUR LES 65 ANS ET PLUS!

PROFITEZ DE CE RABAIS SUR PRESQUE TOUS VOS ACHATS! Vous n'avez qu'à apporter une pièce d'identité prouvant votre âge (carte de l'Age d'Or, permis de conduire, certificat de naissance, etc.) et vous bénéficierez d'un rabais additionnel de 15%, même sur la marchandise déjà soldée. Achats en magasin seulement. Détails et exceptions à votre magasin la Baie. Passez la journée à la Baie, elle vous est réservée!

PÂTÉ AU POULET

2 POUR LE PRIX D'UN

Venez déguster un succulent pâté au poulet avec pomme de terre et légume à la Chaumaine et obtenez-en un deuxième gratuit! Vous avez bien vu, 2 pâtés au poulet pour le prix d'un seul. Rien que pour nos clients de l'Age d'Or. Servi de 11 h à 14 h à la Chaumaine. 4,50. Pas dans tous les magasins.

Exceptions:

Tabacs, restaurants, produits alimentaires, produits pharmaceutiques, produits de beauté et fragrances, commandes spéciales, fourrures, sacs à main Bree, article Polo, Boutique Cruz, Marchandise Liz Clairborne, Boutique d'uniformes, gros électroménagers, fours à micro-ondes, chaînes stéréos, magnétoscopes, téléviseurs, aspirateurs et accessoires, humidificateurs, radios, radios portatives, baladeurs, accessoires audio, accessoires vidéo, téléphones, répondeurs téléphoniques, caméra vidéo, radio-réveil, lecteur de disques laser, convertisseurs, chèques-cadeaux, ainsi que la plupart des services à la clientèle: Scholl, salons de coiffure, First Lady, salon d'optique, studio de photo, chaussures Brown, Van Houtte, livres, réparation de montres et petits appareils électroniques, Slick, timbres et monnaies, prothèses auditives, centres d'instruments de musique, Service d'impôt, Service de nettoyage à domicile, Laura Secord, Vogel, Hertz à la Baie, H & R Block, Service d'achat à domicile, Voyages American Express, STCUM, Bureau de poste, billets de loterie, SAQ, entreposage des fourrures, Ticketron, Admission, emballage-cadeaux, Centre de liquidation mode.

la Baie

• Centre-ville de Montréal: lun. à mer., 10h à 18h; jeu. et ven., 10h à 21h; sam., 9h à 17h
• Succursales: lun. à mer., 9h30 à 18h; jeu. et ven., 9h30 à 21h; sam., 9h à 17h

• Centre-ville de Montréal 281-4422 • Boulevard 728-4571 • Centre Rockland 739-5521 • Centre Laval 688-8970 • Carrefour Laval 687-1540 • Fairview, Pointe-Claire 697-4870 • Galeries d'Anjou 353-3300 • Jardins Dorval 631-6741 • Mail Champlain 466-3220 • Place Versailles 354-8470 • Place Vertu 332-4550 • Promenades St-Bruno 653-4455

